

Résilience vernaculaire: Une approche analytique des pratiques sociales et des répertoires culturels de résilience à long terme en Côte d'Ivoire et en République Démocratique du Congo

Dieunedort Wandji, Jeremy Allouche
et Gauthier Marchais



À propos du STEPS Centre

Le STEPS Centre du ESRC (Social, Technological and Environmental Pathways to Sustainability) mène des recherches d'ampleur mondiale et de nature interdisciplinaire, alliant études de développement et études scientifiques et technologiques.

Notre approche des parcours relie la théorie, les méthodes de recherche et les pratiques dans l'optique de mettre en évidence et pluraliser les politiques de durabilité. Nous nous concentrons sur des défis complexes tels que le changement climatique, les systèmes alimentaires, l'urbanisation et la technologie, auxquels doivent répondre la société et les écologies. Notre travail explore la manière de mieux comprendre ces défis et d'apprécier l'éventail des réponses potentielles y afférentes.

Le STEPS Centre est hébergé au Royaume-Uni au sein de l'Institute of Development Studies et de la Science Policy Research Unit (SPRU) de l'Université de Sussex. Notre principal financement provient du Conseil de la Recherche Économique et Sociale du Royaume-Uni.

Nous travaillons dans le cadre d'un Consortium Mondial avec des hubs en Afrique, en Chine, en Europe, en Amérique latine, en Amérique du Nord et en Asie du Sud. Nos projets de recherche, dans de nombreux pays, abordent des problèmes locaux et les relient à des préoccupations plus larges.

Site web: steps-centre.org

Twitter: [@stepscentre](https://twitter.com/Stepscentre)

Pour plus de publications STEPS, visiter:
steps-centre.org/publications

Cette publication fait partie d'une série de Documents de Travail du STEPS Centre

ISBN: 978-1-78118-796-8

DOI: [10.19088/STEPS.2021.002](https://doi.org/10.19088/STEPS.2021.002)

© STEPS 2021



BUSINESS
SCHOOL

SCIENCE POLICY
RESEARCH UNIT



Economic
and Social
Research Council

Résilience vernaculaire :

**Une approche analytique des pratiques sociales et des
répertoires culturels de résilience à long terme en Côte d'Ivoire
et en République démocratique du Congo**

Dieunedort Wandji, Jeremy Allouche et Gauthier Marchais

Document de travail STEPS 116

Citation indiquée : Wandji, D., Allouche, J. et Marchais, G. (2021) Résilience vernaculaire : Une approche analytique des pratiques sociales et des répertoires culturels de résilience à long terme en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo, Document de travail STEPS 116, Brighton : STEPS Centre.

© STEPS 2021

Certains droits sont réservés. Consultez la licence de droit d'auteur pour plus de détails.

ISBN : 978-1-78118-796-8

DOI : [10.19088/STEPS.2021.002](https://doi.org/10.19088/STEPS.2021.002)

Ce document a été rédigé dans le cadre du projet Islands of Innovation in Protracted Crises: A New Approach to Building Equitable Resilience from Below, financé par le GCRF [ES/T003367/1].

Pour plus d'informations, veuillez contacter : STEPS Centre, Institute of Development Studies, Library Road, Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni.

Tél. : +44 (0) 1273915744 ; E-mail : steps-centre@ids.ac.uk ; Web : steps-centre.org

Ce travail est couvert par une [licence internationale Creative Commons Attribution 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/).

Attribution : Vous devez attribuer le travail de la manière spécifiée par l'auteur ou le concédant de licence.

Les utilisateurs sont invités à copier, distribuer, afficher, traduire ou exécuter ce travail sans autorisation écrite sous réserve des conditions énoncées dans la licence Creative Commons. Pour toute réutilisation ou distribution, vous devez préciser les termes de la licence de ce travail. Si vous utilisez l'œuvre, nous vous demandons de référencer le site Web du STEPS Centre (www.steps-centre.org) et d'envoyer une copie de votre travail ou un lien d'accès en ligne à l'adresse suivante pour nos archives : STEPS Centre, University of Sussex, Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni (steps-centre@ids.ac.uk).



Table des matières

Acronymes	ii
Résumé	iii
Mots clés	iv
Remerciements	v
1 Introduction.....	1
2 Dimensions ontologiques, politiques et épistémologiques de la résilience	2
2.1 Résilience, résistance et biopolitique	3
2.2 Question empirique dans la réflexion sur la résilience.....	4
3 Paradigmes de résilience en Côte d’Ivoire	5
3.1 État résilient postcolonial et dynamique biopolitique descendante.....	5
3.2 Répertoires de résistance	7
3.3 Cultures et pratiques de débrouillardise	7
3.4 Formes de culture populaire.....	8
4 Paradigmes de résilience en République démocratique du Congo	10
4.1 État congolais : extractif, violent, faible, mais résilient ?	10
4.2 Résilience et résistance.....	12
4.3 Formes collectives et populaires de résilience	12
5 Résilience vernaculaire comme approche méthodologique pour étudier les répertoires à long terme de pratiques résilientes en Côte d’Ivoire et en RDC	15
6 Conclusion	17
Bibliographie	18

Acronymes

CENCO	Conférence Épiscopale Nationale du Congo
FESCI	Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire
FPI	Front Populaire Ivoirien
LUCHA	Lutte pour le Changement
RDC	République démocratique du Congo
RDR	Rassemblement des Républicains
SAPE	Société des Ambianceurs et Personnes Élégantes
STEPS	Social, Technological and Environmental Pathways to Sustainability
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Résumé

Ce document de travail vise à situer notre projet de recherche dans les débats sur la résilience. Le projet adopte une approche sociohistorique et culturelle pour comprendre comment les communautés développent et partagent des pratiques de résilience dans des contextes de crises. La mise en relief de la résilience vernaculaire, telle qu'ancrée dans les pratiques sociales et les répertoires culturels, comble un vide laissé par les approches conventionnelles de la résilience.¹ Il s'agit notamment de comprendre comment les formes de résilience sont historiquement et localement construites au sein des sociétés. Notre approche découle de deux observations : premièrement, les approches conventionnelles de la résilience dans les études de développement, de l'humanitaire et de la consolidation de la paix portent les limites de leurs propres hypothèses épistémiques – notamment le fait qu'elles ont des conceptions génériques de ce qui constitue la résilience. Deuxièmement, ces approches sont souvent ahistoriques et négligent les dimensions temporelles et intergénérationnelles des répertoires de résilience.

Notre projet Global Challenge Research Fund (GCRF)² adopte une perspective interdisciplinaire, alliant des approches de sciences sociales, et des approches culturelles et artistiques pour analyser les pratiques sociales, les imaginaires collectifs et les répertoires culturels de la résilience. La Côte d'Ivoire et la République Démocratique du Congo, pays sur lesquels se focalise notre recherche, sont marquées par des conflits armés, de l'instabilité politique et des formes d'oppression étatique, ainsi que des crises sanitaires et environnementales qui ont donné lieu à des formes particulières de résilience. La résilience vernaculaire, ancrée dans les pratiques sociales et les répertoires culturels, s'est construite dans l'antre d'un système d'État postcolonial tout aussi « résilient » qui se manifeste souvent par de l'inaptitude, sinon de l'oppression. Ce document de travail pose les jalons d'une réflexion conceptuelle et méthodologique sur les répertoires populaires de résilience aux conflits et systèmes d'extraction, ainsi que les cultures et les pratiques de *débrouillardise*³.

Nous jetons donc les bases de l'analyse des pratiques de résiliences locales qui émergent en réponse à des environnements turbulents. Alors que les pratiques de résilience vernaculaire sont également influencées par des dynamiques biopolitiques descendantes qui façonnent la résilience du système étatique, ce document de travail donne un aperçu des contextes historiques post-coloniaux dans lesquels les formes de culture populaire (chansons, poèmes, danse, art) et les pratiques sociales intrinsèques sont documentées et analysées. Ceci influence certainement l'heuristique de la réflexion sur la résilience ; va au-delà de l'orientation instrumentale, écologique/technique et de ses interprétations développementalistes néolibérales ; et suggère la nécessité d'une approche conceptuelle et méthodologique. Ce document de travail définit donc le champ des investigations sur les fondements constitutifs des perturbations sociales et les ramifications plurielles des crises spécifiques au sein de ces communautés qui développent des stratégies de survie, des moyens de subsistance et des liens sociaux.

¹ Imposées par les structures politiques ou les organismes experts ou encore reproduites par les communautés par conformismes aux actions desdites structures, une forme de colonisation de la résilience.

² <https://www.ids.ac.uk/projects/islands-of-innovation-in-protracted-crises-a-new-approach-to-building-equitable-resilience-from-below/>

³ Pratiques de s'en sortir, d'improviser sur le Déplacer.

Mots clés

Vernaculaire ; Résilience ; Résistance ; Postcolonial ; RDC ; Côte d'Ivoire

Remerciements

Les auteurs aimeraient remercier le Global Challenge Research Fund (GCRF) d'avoir rendu cette recherche possible (Projet Islands of Innovation in Long Crises: A New Approach to Building Equitable Resilience from below - ES/T003367/1).

Nous remercions également le professeur Ian Scoones (codirecteur du STEPS Centre), Dr Kando Soumahoro Amédée (LAASSE), ainsi que Dr Albert Norström (Stockholm Resilience Centre) pour leurs précieux commentaires.

1 Introduction

Le concept de résilience est issu des sciences « dures », en particulier la physique et le génie mécanique (Holling, 1996), bien que cela ait récemment été contesté par certains auteurs (Bourbeau, 2018 ; Bourbeau, 2018b ; Manyena, 2006). Le concept a été introduit dans les sciences sociales pour aider à comprendre les écosystèmes (Folke et coll., 2010). Aujourd'hui, le terme de résilience est utilisé dans les sciences sociales et les arts pour décrire un large éventail d'attributs individuels et systémiques (Lixiviation, 2008 ; Olsson et coll., 2015 ; Fourie et Follér, 2012). Il existe également une littérature critique sur le concept de résilience, qui considère qu'elle constitue un sous-produit des modes de gouvernance néolibéraux (Chandler, 2014 ; Brassett et coll., 2013 ; Chandler et Reid, 2018). L'expansion de la résilience à plusieurs domaines de la connaissance a mis en évidence la confusion et les limites de son cadre conventionnel (voir Baggio et coll., 2015). Malgré l'importance des diverses critiques du concept de résilience, l'accent est désormais mis sur les alternatives méthodologiques qui permettraient d'établir une compréhension plus fondée de la résilience. En effet, la littérature sur la résilience reconnaît qu'il existe différentes formes de résilience dans des systèmes humains complexes, tenant compte des « trajectoires » diverses de la résilience à travers les sciences sociales, ainsi que des relations et/ou tensions entre ces différentes formes de résilience. Ceux-ci ont été mis en évidence dans la littérature sur la résilience par des débats autour de la base ontologique du concept de résilience (qu'est-ce que la résilience ?) et la question de la résilience équitable (la résilience de qui ?).

Ce document vise à appréhender l'éventail des tentatives de définition empirique du concept de résilience tout en prenant en compte la complexité et à la multiplicité des pratiques désignées par le terme. Le projet [Islands of Innovation \(îlots d'Innovation\)](#) s'appuie sur l'hypothèse clé selon laquelle les populations qui ont résisté à la succession de crises multiples s'appuient sur un vaste répertoire de pratiques résilientes locales. Ces formes individuelles et collectives de résilience méritent une meilleure analyse, qui peut à son tour améliorer la compréhension des modes communautaires de réduction des risques de catastrophe, de consolidation de la paix et de réponse aux épidémies. Notre projet adopte une perspective interdisciplinaire, combinant des approches des sciences sociales, culturelles et artistiques pour analyser les pratiques sociales, les imaginaires collectifs et les répertoires culturels de la résilience.

Ce document est divisé en trois parties principales. La première partie présente les débats mentionnés ci-dessus sur les dimensions ontologiques, politiques et épistémologiques de la résilience, ainsi que des alternatives conceptuelles pour une compréhension plus fondée de la résilience. Dans la deuxième partie, le document se penche sur le cadre contextuel de la recherche, axée sur la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo, et développant des points d'entrée sur les répertoires de résistance, les pratiques de résilience et les formes de culture populaire. La troisième partie développe les implications épistémologiques de l'intégration des limites des hypothèses existantes dans la réflexion sur la résilience et l'approche méthodologique interdisciplinaire qui peut fournir de nouvelles perspectives dans la façon dont la résilience est étudiée et comprise dans de tels contextes.

2 Dimensions ontologiques, politiques et épistémologiques de la résilience

Les premières conceptualisations scientifiques de la résilience désignent « une mesure de la persistance des systèmes et de leur capacité d'absorber le changement et les perturbations tout en maintenant les mêmes relations entre les populations » (Holling, 1973, p. 14). Alors que la recherche initiale sur la résilience tournait autour de la notion de « rebondissement », la réflexion actuelle sur la résilience inclut son lien avec la capacité d'adaptation, mais aussi la capacité de transformation à long terme (Carpenter et Folke, 2006 ; Pelling, 2011). Walker et coll. ont défini la résilience comme « la capacité d'un système à absorber les perturbations et à se réorganiser tout en subissant des changements afin de conserver essentiellement la même fonction, la même structure, la même identité et les mêmes rétroactions » (2004, p. 4). Cette extension conceptuelle de la notion de résilience intègre ainsi une dimension transformatrice qui est devenue un élément clé dans divers efforts de (re)définition de la résilience, mais aussi un point de discordance pour les approches critiques de la résilience.

Les penseurs de la résilience ont tendance à souligner trois dimensions centrales et interdépendantes de la notion de résilience : (1) les capacités de maintien, (2) les capacités d'adaptation et (3) les capacités transformatrices (Folke et coll., 2010 ; Maclean et coll., 2014 ; Barnes et coll., 2020). Les capacités de maintien se réfèrent à la façon dont les systèmes et groupes d'individus gèrent et surmontent les menaces immédiates en mobilisant les ressources disponibles. Les capacités d'adaptation traitent des mesures réactives pour s'adapter ou tirer parti des changements qui se produisent à différents niveaux (p. ex. ressources, souplesse, apprentissage, agentivité, organisation sociale, etc.). Enfin, les capacités de transformation décrivent la capacité d'une collectivité à changer à mesure que les conditions écologiques, sociales ou économiques ambiantes deviennent intenable ou indésirables (Olsson et coll., 2004). La transformation décrit une forme de changement plus importante que l'adaptation, selon laquelle les éléments existants d'un système sont recombinaison de façon fondamentalement nouvelle (sur ces trois dimensions, voir Moore, M. et coll., 2014). Bien qu'il existe un consensus dans la littérature sur ces trois dimensions de la résilience, des questions persistent quant à la façon dont ces conceptualisations expliquent le fait que la nature des systèmes peut changer au fil du temps (Scheffer, 2009), la validité de diverses formes de résilience dans les pratiques, ou même le sens pluriel de la résilience, en particulier dans les systèmes humains.

La notion de systèmes socioécologiques (en anglais, social-ecological systems ou SES) est apparue comme une approche permettant d'aller au-delà de la délimitation « artificielle et arbitraire » entre les systèmes sociaux et écologiques (Folke, 2006). Des concepts tels que « Five Capitals » adoptent une approche holistique qui considère à la fois le capital naturel (air, sol, etc.) et le capital social (confiance, normes et réseaux) comme importants pour déterminer la résilience d'un système (Mayunga, 2007). L'approche « Perturbation comme opportunité » considère les facteurs humains/sociaux et naturels/écologiques comme un « tout » systémique (Folke, 2006). Les deux sont des exemples de la façon dont la notion d'interconnexion a été appliquée dans le contexte de la résilience aux risques naturels (Manyena, 2006 ; Mayunga, 2007 ; Cutter et coll., 2008) et le changement climatique (Adger, 2002 ; Fondation Rockefeller, 2009 ; Osbahr, 2007 ; Nelson et coll., 2007). Cela conduit à une vision de la résilience sociétale fondée sur la complexité, l'auto-organisation, la diversité fonctionnelle et la non-linéarité (Gunderson et coll., 2002, p. 530), centralisant des questions telles que « résilience contre quoi ? ».

Un autre point central des débats sur la résilience est le fait qu'il existe une distinction entre la résilience spécifiée et la résilience générale. La résilience spécifiée s'applique à « des problèmes liés à des aspects particuliers d'un système qui pourraient découler d'un ensemble particulier de sources

ou de chocs » (Folke et coll., 2010), tandis que la résilience générale décrit la résilience à toutes sortes de chocs, y compris les chocs peu fréquents ou nouveaux. En donnant une réponse concrète et ciblée à la question « résilience de quoi, contre quoi ? » (Carpenter et coll., 2001), la résilience spécifiée devient un dispositif conceptuel précieux pour naviguer dans la confusion qui entoure les significations plurielles de la résilience dans ses divers contextes. L'inconvénient, cependant, est que la résilience spécifiée ne peut pas être utilisée pour établir ou étudier la résilience globale d'un système, puisqu'une résilience du système à un type spécifique de perturbation peut effectivement signifier ou causer une vulnérabilité à d'autres formes de perturbation (Carson et Doyle, 2000 ; Cifdaloz et coll., 2010).

2.1 Résilience, résistance et biopolitique

La résilience diffère de la résistance quotidienne. La résilience est généralement envisagée comme résultant d'une menace (Alexander, 2013) tandis que la résistance, en particulier la résistance de bas en haut théorisée par Scott (1985), suppose une dimension politique de la menace. La menace n'est pas perçue dans la résistance comme une simple perturbation, mais comme liée à un pouvoir ou un contrôle politique. En ce sens, la résilience semble être conçue comme une forme dépolitisée de résistance, un concept qui dissimule ou ignore la dimension politique de la menace. Dans son étude du Sumud comme pratique résiliente de la résistance politique palestinienne (2015), Ryan fait écho à l'étude de Scott sur les paysans en Malaisie (1985) en explorant la possibilité de résilience comme résistance ou *résistance résiliente*. Ryan (2015) présente la résilience comme un moyen d'atteindre une fin, en fonction de l'agentivité et des objectifs des communautés qui s'engagent dans le renforcement de leur propre résilience dans le cadre d'un mouvement de résistance politique. Bien qu'il soit difficile d'apporter des réponses claires dans le débat résilience-résistance, ce qui en ressort est la non-linéarité entre la résilience et son objet.

En outre, le débat sur la résilience est marqué par une certaine opposition entre une conception servant à l'élaboration des politiques publiques d'une part, et les pratiques agenciées du point de vue du sujet/système résilient, autrement connues sous le nom de formes vernaculaires de résilience d'autre part (Lindbom et Rothstein, 2006). En d'autres termes, l'opérationnalisation du concept de résilience par le biais de politiques publiques ou d'initiatives participatives soulève de nombreuses questions qui ne peuvent être entièrement appréhendées par des définitions stables ou exhaustives. Les questions soulevées par l'opérationnalisation du concept tournent aussi principalement autour de « la résilience pour qui ? » ou « la résilience selon qui ? » et mettent en relief une fracture croissante dans le débat sur la résilience. Cette fracture oppose donc ce que de nombreux chercheurs considèrent comme une dynamique biopolitique descendante à des conceptualisations critiques et/ou ascendantes de la résilience (Lindroth et Sinevaara-Niskanen, 2016). Le débat sur la distinction entre résilience et résistance illustre bien cette question. Quoi qu'il en soit, la pluralité des orientations dans l'examen de la résilience éclaire les contextes de notre étude, puisque les sociétés et les États postcoloniaux peuvent aussi être considérés comme des systèmes résilients d'un point de vue historique.

La question des dynamiques biopolitiques de la résilience a été abordée dans le cadre d'études critiques, faisant écho aux thèses sur la gouvernementalité de Michel Foucault et mettant l'accent sur l'orientation néolibérale de la conception actuelle du vocabulaire autour de la « résilience ». Cette vision biopolitique de la résilience place au premier plan la capacité individuelle à tirer le meilleur parti des « situations » sans remettre en question les inégalités structurelles de celle-ci (Chandler, 2012 ; Chandler, 2013 ; Richmond, 2012). Cette approche critique retrace comment la résilience devient un mécanisme de préservation et de perpétuation du « système » responsable de la création de turbulences au sein des communautés à travers l'utilisation de paradigmes qui « naturalisent » et « reproduisent les relations sociales et spatiales plus larges qui génèrent des turbulences et des

inégalités » (MacKinnon et Derickson, 2013, p. 254). Toutefois, lorsque le discours sur la résilience est considéré comme une construction consensuelle, la subjectivité indigène est étudiée en termes de résistance au biopouvoir (Lindroth et Sinevaara-Niskanen, 2016) ou d'ajout aux différents répertoires de résilience (Chandler et Reid, 2018). Cela a donc maintenu la critique conceptuelle confinée dans une optique centrée sur l'Occident et, peut-être par inadvertance, consacrant à l'Occident une compétence intellectuelle exclusive sur les moyens de définition ou même de critique de la résilience. Cela conduit à une situation où la complexité de la résilience est largement reconnue, mais plutôt que de confirmer la conclusion logique selon laquelle, étant donné la complexité du phénomène, il ne devrait pas y avoir de restriction préalable à ce qu'est ou n'est pas la résilience, la littérature préconise une chose tout en semblant l'illustrer avec des matériaux contraires, en se concentrant trop sur la définition et/ou la critique de la résilience (Ryan, 2015). La contextualisation de la résilience est donc nécessaire pour intégrer une éthique décentrée dans son application empirique.

2.2 Question empirique dans la réflexion sur la résilience

La recherche a mis en évidence l'importance de la contextualisation et de la temporalité dans l'opérationnalisation du concept de résilience (Linkov et Palma-Oliveira, 2017). L'évaluation de la résilience est une question d'examen et de localisation des pratiques qui y correspondent dans des contextes sociaux, économiques et écologiques particuliers. Cela implique la prise en compte des différents besoins, intérêts et croyances des différents groupes sociaux qui sont investis ou affectés par le défi à relever. À cet égard, la distinction entre « le système en observation [d'une part], et les perturbations, le stress, ou les crises induites par l'extérieur [d'autre part] » (2013, p. 253) aide à mieux articuler les deux dimensions de la contextualisation qui, dans le cas de notre étude, se compose de diverses communautés et types de chocs auxquels ces communautés ont été confrontées. Dans cette configuration, les approches ascendantes et non occidentales de la résilience constituent une occasion précieuse d'ouvrir le cadre conceptuel de la résilience à la pluralité (Ryan, 2015, pp. 300-302). Un tel engagement empirique est susceptible de remédier à l'insuffisance soulignée par de nombreux auteurs malgré les changements paradigmatiques des conceptions de la résilience (Berkes et Folke, 1998, p. 12). Cette approche garantit également que la valorisation des conceptions non occidentales de la résilience ne dissimule pas un programme d'extension des pratiques hégémoniques dominantes (Corry, 2014, p. 271). Par conséquent, un examen empirique de la résilience doit être « éclairé par le contexte » (Bourbeau, 2013, p. 11) et, surtout, se faire dans un cadre normatif non occidental. Il est nécessaire de situer la résilience dans la perspective et les modes de compréhension des individus qui déploient des pratiques de résilience.

Dans l'ensemble, il est clair que l'omniprésence du terme résilience tend à renforcer sa nature « imprécise ou inutile » (Bourbeau, 2013, p. 4). Un travail de clarification conceptuelle de la résilience semble être une condition nécessaire à sa pertinence (Gibbons et coll., 2015, p. 28-29). Toutefois, une telle clarification par des tentatives de resserrement de la définition de la résilience est révélatrice d'une obsession sous-jacente à *contrôler* le concept de résilience. Cet effort peut piéger la pensée de la résilience dans un désir moderniste d'exhaustivité et de catégorisation systématique. Une conception de la résilience comme étant inhérente à la *nature* humaine encouragerait en fait le contraire. La complexité et la diversité du phénomène de résilience, ainsi que les articulations entre les formes individuelles et collectives de résilience appellent ainsi à une approche plus ouverte de sa définition par l'examen des « îlots d'innovation » qui ont pu être négligés par les praticiens, les décideurs et les théoriciens. Ainsi, au lieu d'essayer d'étudier des pratiques résilientes à travers l'« anneau de vertu et de moralité incontestée » d'une définition (Sarason, 1993, p. 260), il est préférable de commencer par un examen de ses manifestations empiriques. Dans la section suivante, nous présentons les aspects saillants des contextes des répertoires de résistance, les pratiques de résilience et les formes de culture populaire qui sont pertinentes pour notre étude de la résilience.

3 Paradigmes de résilience en Côte d'Ivoire

Malgré plusieurs crises répétées, et en particulier le conflit militaire entre 2002 et 2010, la trajectoire institutionnelle et sociopolitique de la Côte d'Ivoire a été marquée par un État fort et une économie en plein essor. Le concept de résilience n'a pas été utilisé comme cadre analytique central dans les études universitaires sur la Côte d'Ivoire, mais il a été utilisé sous divers angles académiques, des études postcoloniales et sexospécifiques à l'agroforesterie et à la santé publique (Bovcon, 2009 ; Ruf, 2014 ; Bearth et Baya, 2010 ; Bissouma et coll., 2017). Compte tenu de la nature rurale de l'économie, un certain nombre d'études ont porté sur la résilience des agriculteurs. Certains ont même suivi une compréhension culturelle. Dans son analyse des griots Malinke dans la société Dan dans la partie occidentale de la Côte d'Ivoire, Zemp (1964) montre le pouvoir de la musique de motiver les agriculteurs. Il se pose la question suivante : « *Comment comprendre l'infatigabilité des moissonneurs coupant le riz épi par épi avec des petits couteaux sur des pentes raides du matin au soir si ce n'est que les rythmes des tambourinaires fortifient l'entrain des travailleurs ? Ceux-ci chantent en coupant le riz, mais ce sont bien les tambours qui transmettent la force* » (voir aussi Lemaire 1999 sur la relation entre le chant, le travail et les relations intercommunautaires dans la société senoufo). Cependant, dans l'ensemble, les études sont divisées entre celles qui se concentrent sur la résilience de l'État ivoirien et de son économie politique, et celles qui examinent les réponses populaires aux crises qui peuvent être associées à la trajectoire de l'État ivoirien postcolonial.

3.1 État résilient postcolonial et dynamique biopolitique descendante

La caractéristique la plus importante dans l'étude de l'histoire politique ivoirienne est la continuité. Un corpus de littérature montre les continuités historiques entre les époques coloniale et postcoloniale, et les longévités coloniales dans les modes contemporains de l'organisation politique, en particulier la relation économique politique avec les entreprises françaises et l'idéologie durable de la Françafrique (voir Bovcon, 2009). Après l'indépendance, Houphouët-Boigny a dirigé pendant plus de trois décennies un État pro-occidental, procapitaliste, et légèrement dictatorial, et qui exigeait que le développement économique ait la primauté sur les réformes politiques (Foster et Zolberg, 1971). La stratégie de développement de la Côte d'Ivoire reposait sur la cooptation de groupes identitaires régionaux et sociaux ayant des avantages liés au favoritisme qui encourageait la loyauté envers le président, y compris par la participation politique aux institutions de l'État formellement équilibrées entre les groupes ethniques (Boone, 2007 ; Bakary, 1984). De plus, le recours continu au soutien militaire français a supprimé la possibilité d'un coup d'État pendant cette période (Charbonneau, 2012). Les dynamiques biopolitiques descendantes du système étatique façonnaient aussi le paysage des arts. Les efforts de Houphouët pour construire un récit de modernisation ne signifiaient pas seulement rejeter le nationalisme, dans le but de promouvoir l'unité nationale, mais aussi se tourner vers l'Occident pour créer une certaine forme de hiérarchie culturelle (Land, 1995).

La culture occidentale a été promue au-dessus des coutumes culturelles locales, considérées comme arriérées et contrecarrant l'unité nationale (Dedy, 1984). Les artistes interprètes ou exécutants dépendaient des appareils d'information de l'État et les contenus politiques et socialement sensibles étaient contrôlés par le gouvernement (Land, 1992 ; Kamate, 2006). La liberté était également très limitée en termes d'expression par voie de presse (voir le récit de Gbagbo de 1983 sur la consolidation politique de la presse ivoirienne). Une exception notable à cette préférence pour la culture occidentale était la littérature, en particulier le théâtre qui faisait la promotion des valeurs socioculturelles de l'Afrique traditionnelle (Dominique, 2015). Les effets de cette hiérarchie culturelle

ont été démontrés dans diverses études portant sur l'influence de la culture occidentale sur la jeunesse urbaine ivoirienne (Ouattara, 1985).⁴

Au cours des années 1980, l'État ivoirien a connu une crise profonde et prolongée notamment en raison de l'effondrement du prix du cacao, qui est l'une des principales exportations du pays, qui a duré toute la « décennie perdue » des années 1980 et 1990. Les ajustements structurels et la conditionnalité de l'aide par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont considérablement réduit l'espace politique du gouvernement et, par conséquent, sa capacité à faire face de manière proactive à l'augmentation des niveaux de pauvreté, à la désaffection ainsi qu'aux crises sociales liées à la terre. Les conséquences de cette situation comprenaient une forte instabilité économique, une pauvreté agricole accrue, une baisse de la qualité de l'éducation et du système de santé, et une baisse du niveau de vie et du pouvoir d'achat des pauvres en raison de la dévaluation monétaire (Kingston et coll., 2011). L'évolution du contexte économique coïncidait avec les luttes de pouvoir d'élite et a considérablement accru les enjeux des élections présidentielles et législatives de 1995 dans le pays. Bien que le régime ivoirien ait d'abord cherché à modérer les intérêts sous-jacents des groupes identitaires par le biais d'un règlement politique de grande envergure et le favoritisme, des tensions ont finalement éclaté en l'absence de vastes ressources nécessaires à l'entretien de ce favoritisme. À mesure que les niveaux d'endettement énormes et les privatisations à grande échelle réduisaient considérablement les ressources auxquelles l'État avait accès, la concurrence pour réduire les ressources s'intensifiait et leur potentiel d'apaiser les contestations concurrentielles et violentes diminuait. Ce contexte changeant a considérablement accru les enjeux des élections, ce qui a déstabilisé le système démocratique naissant du pays, conduisant à des violences à grande échelle. Du point de vue d'un État résilient, l'incapacité des pouvoirs qui doivent contrôler pleinement l'espace sociopolitique a créé des zones de vulnérabilité qui, en même temps, se sont révélées être le théâtre d'observation des formes non étatiques d'adaptation aux différentes crises.

La Côte d'Ivoire est entrée dans une longue période de turbulences sociopolitiques qui a atteint son paroxysme avec la crise postélectorale de novembre 2010 à avril 2011. Cette longue période a été ponctuée par de nombreux épisodes de crises. Les questions sociopolitiques ont aggravé les effets négatifs de la crise économique qui fait rage depuis les années 1980 (succession au chef de l'État à la mort du président Félix Houphouët-Boigny en décembre 1993, boycott actif des élections présidentielles de 1995, coup d'État militaire de décembre 1999, rébellion armée de septembre 2002, élections générales non tenues de 2005 à 2010) (Huff et coll., 2016). Après la mort de Houphouët-Boigny, la dynamique biopolitique descendante du système étatique a viré vers l'ultranationalisme dans les années 1990 avec le concept d'ivoirité. En fait, cela avait déjà commencé avant la mort de Houphouët avec la fin du vote des étrangers et l'introduction d'un permis de séjour qui a conduit à des descentes régulières par la police dont les contrôles d'identité étaient parfois associés à des mauvais traitements et au racket (Dembele, 2003). Ceci fut suivi par la réforme électorale de 1994 qui restreignit le droit de vote et les revendications de candidature au poste de président pour des raisons liées à l'identité d'Alassane Ouattara en tant que nordiste et musulman, qui étaient perçues comme une menace pour l'hégémonie de l'État. Ces restrictions menaçaient à leur tour de pénaliser une partie importante de la population du nord (Langer, 2007). La réforme électorale a été suivie par la loi foncière de 1998, qui stipulait que seuls les citoyens ivoiriens pouvaient posséder des terres.

Des revendications territoriales controversées ont été organisées entre ceux qui ont rendu la terre productive grâce à l'agriculture (par exemple les Maliens, les Burkinabés, les Ivoiriens du nord) et les citoyens dits « autochtones » du sud de la Côte d'Ivoire (Klaus et Mitchell, 2015). Cette amplification des tensions intercommunautaires s'est imbriquée dans la lutte pour le pouvoir des élites, ce qui a

⁴ Cependant, bien que le théâtre occupe une place particulière dans l'univers littéraire ivoirien tel que c'est à travers lui que la littérature ivoirienne est née, l'histoire spécifique de ce genre est restée dans l'ombre des autres (Kouassi Akissi, 2019).

conduit à une nouvelle victimisation des communautés migrantes venant du nord du pays, et même des pays voisins, dans le but de dissiper les tensions autour de la crise économique, loin du gouvernement. Au fur et à mesure que les tensions accumulées et non adressées se sont finalement jouées dans les catastrophes, les crises et même les bouleversements politiques violents, les formes populaires sous-jacentes de résilience ont commencé à émerger. Ce moment charnière de l'histoire ivoirienne marque également un point d'intérêt pour déplacer l'attention pour passer de l'État aux populations et observer comment les formes de vie populaires se sont transformées en stratégies individuelles et collectives pour faire face aux crises.

3.2 Répertoires de résistance

Cette période turbulente de l'après-1990, qui avait façonné les pratiques oppressives de l'État, a également rencontré des répertoires de résistance. En réponse à la détérioration de leurs conditions de vie et d'études, les étudiants se sont organisés collectivement avec l'avènement de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), un mouvement étudiant de gauche radicalement opposé à l'ancien parti unique (le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire, PDCI). Avec la naissance de FESCI, l'université est devenue un site très politisé. Cela a donné lieu à de nombreuses interventions de la police sur les campus ivoiriens (Théodore, 2012). Les syndicats étudiants entretenaient également des relations directes avec les syndicats enseignants et les partis politiques, notamment le Front Populaire Ivoirien (FPI) et le Rassemblement des Républicains (RDR). Cette forte intrusion politique dans la communauté estudiantine a généré de nouvelles formes d'affrontements violents sur les campus. Des batailles entre divers groupes rivaux ont éclaté et les campus sont alors devenus le théâtre de combats à la machette menant à des mutilations et même à la mort. Les répertoires de résistance à l'oppression de l'État sont passés des grèves et des négociations à la violence comme arme ultime de lutte. De nombreux leaders étudiants tels que Guillaume Soro et Charles Blé Goudé ont ensuite joué des rôles de premier plan dans la politique nationale ivoirienne de 2000, notamment en occupant des fonctions gouvernementales (Banégas, 2010). Ces répertoires de résistance ne se limitent pas au niveau politique, mais sont également présents dans les crises environnementales et sanitaires.

3.3 Cultures et pratiques de débrouillardise

Une autre manifestation qui a caractérisé la période post-1990-2011 est la débrouillardise. L'augmentation de la pauvreté, le chômage élevé, en particulier chez les jeunes, et l'érosion de la cohésion sociale nationale ont conduit à l'élaboration d'un certain nombre de stratégies essentiellement informelles. Les études actuelles se sont surtout concentrées sur ces pratiques utilisées par les migrants ou les enfants pour faire face à cette nouvelle précarité. Dacher (2003) retrace par exemple le voyage d'un jeune paysan burkinabé immigré en Côte d'Ivoire au début des années 1990. Elle montre comment, après avoir voyagé à travers de nombreuses villes, Seydou rejoint Ouangolodougou, où vit un parent paternel éloigné. Là, il rencontre des douaniers qui lui confient de petits boulots. Seydou lave leurs vêtements, fait leurs courses, entretient leurs champs et peu à peu, Seydou s'associe de manière informelle aux services de douane. Il obtient la permission de bloquer la route départementale avec une barrière de bambou qu'il a lui-même faite et qu'il soulève lorsque les camions passent. Chaque fois que le fonctionnaire des douanes change, il est chassé, mais il revient. Les gens finissent par s'habituer à lui et il se voit confier le travail des préposés. Il réussit même à recevoir un salaire modeste en échange de ses services. En outre, les douaniers, qui apprécient sa gentillesse et sa débrouillardise, lui confient plusieurs petites transactions pour leur bénéfice et le récompensent. Les exemples de débrouillardise pendant cette période de crise sont courants (voir aussi Monique, 1990 sur les migrants maliens ou plus généralement sur l'économie informelle ; voir Loukou, 2003 sur le secteur de la téléphonie informelle et les nouvelles formes de subsistance). De

nombreuses études sur les enfants des rues en Côte d'Ivoire sont très révélatrices. Héroult et Adesanmi (1997, p. 7) relatent comment les enfants des rues définissent la débrouillardise.

[...] C'est se mettre à plusieurs pour faire tous les métiers qui permettent de vivre dans la rue. C'est tout ce qui peut nous donner des jetons, c'est-à-dire de l'argent. Se débrouiller, c'est se libérer des parents ; c'est avoir une indépendance dans la rue et y chercher son avenir par ses propres moyens.

Se débrouiller, c'est faire des petits boulots, c'est voler pour avoir sa nourriture, agresser les gens pour leur prendre leur chaîne et leur portefeuille, c'est mendier [...] celui qui ne connaît pas tout ça, il ne peut pas s'en sortir. Les petits boulots que nous faisons, ça ne nous permet pas de satisfaire nos besoins. Dans la rue, il faut se battre pour avoir de l'argent, c'est ça qui fait qu'on peut se passer des parents.

Ces enfants des rues ont mis en place toute une culture de survie que la langue populaire d'Abidjan qualifie de débrouillardise. « S'en sortir » ou « se chercher » à Abidjan signifie mettre en place des stratégies capables d'assurer la survie quotidienne face aux difficultés économiques, au chômage et à l'érosion des valeurs de solidarité traditionnelle qui ont permis à l'individu, même pauvre, de ne pas être abandonné, ou de céder au désespoir et à la misère. Le recours à de petits boulots dans la rue exprime donc avant tout la capacité de ces jeunes enfants à s'adapter à une évolution sociale qui perturbe la structure sociale générale (Pira, 2006).

3.4 Formes de culture populaire

En Côte d'Ivoire, les genres de musique populaire tels que le reggae, le zouglou et le coupé décalé ont joué un rôle essentiel à des tournants importants et ont servi de domaine pour articuler des idées et partager des informations sur les politiciens, la corruption, la citoyenneté, l'histoire nationale et l'identité. La musique populaire ivoirienne a partiellement rompu son lien et sa dépendance du mécénat du gouvernement grâce à la libéralisation de l'industrie musicale, les radios FM et les radiocassettes. À travers la musique populaire, les jeunes, en particulier d'Abidjan, exprimaient le désir d'une agence politique. Le zouglou a émergé dans les années 1990 dans le contexte des manifestations estudiantines pour la libéralisation politique et, avec le reggae, ont servi de plateforme pour la critique des conditions sociales et politiques dominantes. La musique populaire ivoirienne a donc été associée au retour du multipartisme sous Félix Houphouët-Boigny en 1990 et au renversement d'Henri Konan Bédié par le général Robert Gueï en 1999 (Schumann, 2009). La « génération zouglou » est précisément la génération qui a fait les frais de la crise économique. Elle a d'abord été liée au mouvement étudiant, en particulier au campus de Yopougon, mais a rapidement été appropriée par des jeunes marginalisés dans les zones périurbaines d'Abidjan. La musique zouglou est poétique et pratiquée principalement par des hommes relativement jeunes comme Didier Bilé qui atteint l'âge adulte dans un contexte de déclin des possibilités d'emploi dans le secteur formel (Konaté, 2003 ; Blé, 2006). Grâce à la musique zouglou, les jeunes marginalisés se sont affirmés en tant que groupe, et ont ainsi créé un espace discursif pour exprimer leurs revendications d'inclusion sociale et de justice intergénérationnelle à l'ancienne génération et aux politiciens alors que le compromis postcolonial était rompu (Mbembe, 2000).

Dans le symbolisme des textes de la chanson zouglou, cette génération de jeunes ivoiriens a fait les frais de la crise économique et est devenue métaphoriquement orpheline (Schumann, 2012). Les chansons sont en nouchi, une langue émergente populaire dont la base lexicale est un français populaire régional auquel s'ajoutent des éléments de diverses langues autochtones (principalement Agni, Baoulé, Bété et Dioula), s'éloignant des formes de hiérarchie culturelle décrites ci-dessus. À travers la musique zouglou, les jeunes ivoiriens se sont affirmés en tant que groupe et ont exigé un chemin dans la société ivoirienne, plutôt que ses bouleversements. Cela peut sembler contraster avec

le mouvement étudiant du début des années 1990, qui présentait un défi pour le système politique lui-même (Schumann, 2012). C'est la différence entre résilience et résistance. Comme l'a dit Bahi (2011), la musique populaire serait un défoulement, si ce n'est une manière d'adjurer les maux qu'elle condamne, de conjurer le sort funeste du monde tel qu'il est. Mais, en laissant la vapeur s'échapper du chaudron, la catharsis peut avoir une fonctionnalité conservatrice et n'être qu'un moment de transgression visant à maintenir l'ordre du monde. Le zouglou a d'abord été très actif contre la rhétorique politique de division comme l'ivoirité (de même avec les artistes reggae tels que Tiken Jah Fakoly). Les Potes de la Rue abordent le thème du tribalisme et de la xénophobie par exemple dans sa chanson Zio Pin. Sur un ton humoristique, Zio Pin esquisse les préjugés ethniques tout en établissant leur réversibilité. En fait, l'association du zouglou à l'identité ivoirienne non ethnique va au-delà des textes de chansons apparents. Konaté (2002) note qu'en tant que musique urbaine, le zouglou ne se réfère pas à une partie particulière de l'espace national et n'est associé à aucune région ou groupe ethnique particulier. C'est une musique nationale en ce sens que cette musique est née en Côte d'Ivoire et est internationalement reconnue comme ivoirienne.

Grâce à la musique populaire, le désir des jeunes d'avoir une agentivité politique reflétait ce conflit intergénérationnel, plutôt qu'une représentation du conflit autour d'un axe nord-sud. Le mot Ndégocratie est intéressant à cet égard. « N'dé » en malinké signifie enfant, jeune. La démocratie prônée par le FPI n'était rien d'autre que la dictature du « Ndé », c'est-à-dire des jeunes et des enfants sur les personnes âgées. En effet, une incongruité de la crise ivoirienne est l'accueil donné par les zones occupées par la rébellion à la musique « patriotique ». La musique patriotique a connu le même succès dans le nord que dans le sud de la Côte d'Ivoire (Konaté 2002, pp. 91-792). Les rebelles ont chanté et dansé cette musique parce que les textes étaient aussi, disent-ils, ce qu'ils défendaient : leur pays. En vérité, il reflète l'un des éléments fondamentaux de la culture de la sociabilité des jeunes. Une des explications possibles de l'importance de la musique dans la guerre ivoirienne est que celle-ci est une guerre de générations. La crise a encore accentué un sentiment de désillusion envers le système officiel et a entraîné une forme de débrouillardise. Un volet de la littérature s'est concentré sur les pratiques populaires, les idiomes et l'imagination populaire, généralement conçus comme des formes de résilience collective développées par les populations dans un contexte de négligence institutionnalisée par les autorités publiques et d'idéologies parrainées par l'État de « se débrouiller par soi-même ». Cette débrouillardise est particulièrement représentée dans la musique coupé-décalé, qui est considérée comme l'expression de « l'espoir de nouvelles voies vers le succès et l'accès possible au monde de la consommation » (Kohlhagen 2005, p. 104). Le coupeur décaleur se distingue du zouglouman et du reggaeman. Ce qui l'intéresse, c'est de quitter le pays, de revenir riche (une sorte de revanche sur le destin) et de le faire savoir à l'ensemble de la société par une redistribution scandaleuse du butin ramené. Ainsi, il abandonne les réponses locales aux difficultés pour un ailleurs qu'il croit meilleur (Kamate, 2006). Les initiateurs du mouvement sont de jeunes Ivoiriens vivant à Paris.

Selon Flore Biet, le coupé-décalé ne parle pas d'une crise, mais s'en nourrit pour la surmonter. La chanson *Cabri mort* de Serges Kassy est intéressante à cet égard. Dans le jargon ivoirien, la « chèvre morte » est celle qui n'a plus rien à perdre. En d'autres termes, selon l'artiste, l'Ivoirien a connu tant de difficultés que rien ne peut l'atteindre. Faire son « atalaku » signifie, par exemple, faire l'éloge de quelqu'un, comme les griots le font si bien dans la tradition africaine. À l'occasion de spectacles dans les boîtes de nuit ou les maquis, les DJ ou les animateurs font des « atalaks » à certaines personnes qui, émues, font des dons sous forme d'espèces. Avant chaque morceau musical, l'hôte ou « atalaku » tente de nommer des noms de personnes éminentes dans tous les domaines de la société. La musique de fond est ainsi consacrée par le dieu de l'argent. Depuis quelque temps déjà, compte tenu de l'échec des processus de démocratisation, de la croissance des inégalités sociales, de la situation économique difficile, mais aussi de l'accélération des flux liés à la mondialisation (circulation des biens, des images et des styles de vie venant d'ailleurs), les stratégies traditionnelles d'avancement social (diplômes,

fonctionnaires, etc.) sont devenues obsolètes dans de nombreux pays africains. Cela a conduit à un changement dans les imaginaires et les modes de subjectivation politique, en particulier chez les jeunes. Cette modification est accentuée dans certains pays comme la Côte d'Ivoire par la criminalisation de l'État, la guerre civile et son corollaire de violence. Les modifications de l'imagination se matérialisent par ce que Banégas et Warnier (2001) appellent « une économie morale de ruse et de débrouillardise ». En fait, ce que revendiquent les organisateurs du coupé décalé, qui se disent d'ailleurs « présidents », « gouverneurs » ou « lieutenants », est en effet d'être un nouveau modèle d'avancement social.

L'image de réussite associée à la figure sociale du diplômé disparaît au profit de celui qui peut faire un usage criminel de la ruse et de la débrouillardise, voire de l'exemplification de son talent à travers le sport, la musique et les nouvelles technologies. Cette métamorphose, loin de rompre avec les logiques politiques conventionnelles, est plutôt révélatrice des pratiques corrompues qui se déroulent au sommet de l'appareil d'État ivoirien (Gawa, 2014). Cela apporte un changement paradigmatique en faisant ressortir l'éthique de l'individu. Cela implique la capacité matérielle de pouvoir se libérer de l'appartenance communautaire. Ce style musical renforce également une culture de la mobilité. En effet, les jeunes Africains sont motivés par le projet migratoire européen en raison de la faiblesse institutionnelle de l'État en Afrique, aggravée par les multiplicités de crises qui ponctuent le quotidien de ces jeunes (Gawa, 2014).

4 Paradigmes de résilience en République démocratique du Congo

Un paradigme récurrent dans la littérature sur la résilience en RDC est l'opposition entre un État faible, mais extractif et oppressif d'un côté et une population/société civile résiliente de l'autre. Bien que l'histoire de la RDC fournisse de nombreuses preuves empiriques pour les deux volets de cette proposition, leur opposition binaire obscurcit souvent une interdépendance plus complexe entre l'État, les institutions qui organisent la vie sociale et la population.

4.1 État congolais : extractif, violent, faible, mais résilient ?

L'État congolais occupe une position ambiguë dans la littérature sur la résilience en RDC. D'une part, il a été largement conçu comme oppressif, extractif, violent, et la source même de la vulnérabilité à la population (Nzongola-Ntalaja, 2002). Cette conception recoupe souvent l'idée d'un État congolais faible, ayant peu de contrôle sur son territoire et sa population, et des services publics et des institutions inefficaces (Nest, Grignon et Kisangani, 2006 ; Hesselbein, 2007 ; Herbst, 2000). Cependant, des études et des universitaires ont noté une résilience quelque peu paradoxale de l'État congolais (Englebert et Tull, 2013 ; Stearns et coll., 2017).

L'histoire de la RDC a été marquée par des violences et des régimes d'extraction et d'exploitation à grande échelle, dans lesquelles l'État congolais a joué un rôle central. L'exploitation violente à grande échelle sur le territoire qui est aujourd'hui la RDC remonte à la traite négrière dans ses parties occidentales, qui a commencé avec le commerce du royaume Kongo avec l'Empire portugais à la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e siècle, et a provoqué des changements profonds dans les sociétés Bantu et Batwa d'Afrique centrale, renforçant les hiérarchies sociales et les formes violentes de domination et d'accumulation de ressources (Vansina, 1990 ; Klieman, 2003). À partir du XIX^e siècle, l'expansion de la traite négrière d'Afrique orientale et la soi-disant « colonisation zanzibari » dans les parties orientales du territoire actuel ont introduit de la même manière des formes violentes d'accumulation de ressources et de mobilisation de la main-d'œuvre (Newbury, 2009; Northrup, 1988). Ces deux processus macro-historiques ont eu des effets néfastes sur les sociétés congolaises,

appauvrissant les ressources humaines et les moyens de subsistance, ainsi que les mécanismes d'adaptation.

L'ère coloniale a encore renforcé les formes institutionnalisées d'accumulation violente à travers le pays. La brutalité et l'exploitation de l'État indépendant du Congo et de l'État colonial belge ont été largement documentées et commentées (Van Reybrouck, 2010 ; Hochschild, 1998 ; Chasse, 2014 ; Ndaywel è Nziem, 1998). Comme dans le cas de la Côte d'Ivoire, un ensemble de littérature a émergé pour montrer les continuités historiques entre les époques coloniale et postcoloniale dans les modes contemporains de l'organisation politique, en particulier l'ethnoterritorialisation de l'État (Hoffmann, 2019), les modes de taxation (Hoffmann, Vlassenroot et Marchais, 2016) et la « politique d'exclusion » qui caractérise la politique congolaise contemporaine (Kisangani, 2012). À ce jour, l'exploitation à grande échelle des populations par les réseaux d'élite imbriqués dans l'appareil d'État reste une caractéristique de la RDC, notamment dans les provinces orientales du pays touchées par le conflit (Vlassenroot et Raeymaekers, 2004), ainsi que dans les provinces riches en minerais du sud.

Dans l'ère postcoloniale, l'État congolais a été profondément façonné par le régime autoritaire de Mobutu Sese Seko, qui est resté au pouvoir de 1965 à 1997 et qui a symbolisé les dictatures africaines post-indépendance. Bien que, dans les premières années au pouvoir de Mobutu, de vastes projets d'infrastructure et des politiques de redistribution aient été lancés, l'État congolais a connu une crise profonde et prolongée dans les années 1970, notamment en raison de l'effondrement du prix du cuivre, qui est l'une des principales exportations de la RDC. La crise a évidé le secteur public et s'est accompagnée d'un contrôle personnalisé par le régime autoritaire sur l'appareil d'État. La fameuse plaisanterie sur un « article 15 » (fictif) de la Constitution, « Débrouillez-vous ! », cristallise le sentiment d'abandon du devoir public par l'État, et l'emprise d'une forme de « laissez-faire » individualiste parrainé par l'État. La libéralisation politique du début des années 1990 a intensifié la concurrence politique entre les réseaux d'élite de « pouvoir, protection et pillage », et attisé les conflits politiques entre entités ethnoterritoriales qui deviendront violents avec les conflits armés des années 1990, en particulier la Première guerre du Congo (1997-1998) et la Deuxième guerre du Congo (1998-2003).

La faiblesse caractéristique de l'État congolais et son utilisation par les réseaux d'élite comme vecteur de pratiques extractives ont persévéré jusqu'à ce jour et ont été documentées par une littérature empirique. Des études empiriques sur le secteur de la sécurité en RDC ont révélé des pratiques continues et généralisées d'extorsion et de racket, en particulier dans les provinces orientales où l'armée nationale s'est révélée impliquée dans de multiples formes d'extorsion coercitive et d'accumulation illicite de revenus (Verweijen, 2013 ; Baaz et Verweijen, 2013). De même, des études récentes de la police nationale congolaise ont analysé la génération systématique et organisée de revenus illicites dans le secteur (Sanchez de la Sierra et coll., 2020). Malgré sa faiblesse caractéristique, ces études ont également souvent noté une résilience surprenante et quelque peu paradoxale de l'État congolais en tant que mode d'organisation de la vie politique, sociale et économique en RDC. Cette résilience est en partie tributaire de la « gouvernance réelle » qui caractérise les secteurs publics tels que l'éducation, qui ont fait preuve d'une résilience durable malgré l'effondrement du cadre institutionnel formel (Titeca et De Herdt, 2011 ; Brandt, 2017). Elle est également liée à la façon dont les populations ont durablement soutenu l'État en tant qu'idée et modèle d'organisation politique, malgré son absence généralisée et sa faiblesse caractéristique (Stearns et coll., 2017 ; Englebert et Tull, 2013).

4.2 Résilience et résistance

La résistance et la résilience sont particulièrement difficiles à discerner lors d'une observation superficielle dans le contexte de la RDC, où les pratiques que ces termes désignent sont souvent étroitement liées ou même indiscernables. Dans un exercice participatif organisé par l'UNICEF sur la résilience, le mot le plus choisi par les participants pour désigner ce que la résilience signifiait pour eux était celui de résistance (UNICEF et OCDE, 2014 : 5). Compte tenu de l'historique d'extraction et d'exploitation coercitives généralement orchestrée par l'État, la notion de résistance a fourni un cadre approprié pour comprendre un grand nombre de pratiques utilisées par la population congolaise. Les formes violentes de politique et résistance ont reçu une attention considérable (Kisangani, 2012), que ce soient les rébellions des années 1960 (Verhaegen, 1969) ou les guerres des années 1990 (voir notamment le projet Usalama du Rift Valley Institute). Dans l'ensemble, le thème de la résistance aux pratiques d'exploitation, de marginalisation des instances décisionnaires et de privation des droits, en particulier des droits fonciers, est un thème commun de cette littérature pour expliquer les mouvements de résistance violente. La résistance à la dépossession et à l'exploitation a souvent des racines historiques, qui remontent à la pénétration de circuits d'exploitation et d'extraction dans le pays, et ont souvent établi des modèles durables de résistance collective violente qui ont persévéré jusqu'à ce jour.

Les formes violentes, cependant, font partie d'une constellation plus large de formes de résistance. Ces dernières comprennent aussi les mouvements pacifiques de résistance, un exemple récent étant le mouvement LUCHA (actif depuis 2016) ou la mobilisation pacifique contre la prorogation des élections en 2018, menée par la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO). À partir des travaux développés notamment par James C. Scott, certains auteurs ont également analysé les « formes quotidiennes de résistance » auxquelles les populations ont recours contre un ordre politique et économique généralement oppressif (Iñiguez de Heredia, 2013). Ces formes pacifiques de résistance ont également une longue histoire, et tirent souvent leur origine des mouvements anticoloniaux, en particulier les mouvements religieux et millénaristes tels que le kimbanguisme (MacGaffey, 1982).

4.3 Formes collectives et populaires de résilience

Un autre corps de littérature s'est concentré sur les pratiques populaires et les formes d'organisation que les populations de la RDC ont utilisées face aux crises répétées. Celles-ci ne sont pas nécessairement conçues comme une résistance politique à l'État congolais ou au régime politique, mais plutôt comme des formes d'organisation collective face à son absence ou à sa présence oppressive. Un volet de cette littérature s'est concentré sur l'activité économique, l'entreprise privée et les marchés. Les travaux de Janet Mc Gaffey, par exemple, ont identifié et documenté la persévérance et la résilience du secteur privé face à la prédation et à l'ingérence de l'État, en analysant les formes de « capitalisme indigène » (MacGaffey, 1987) et d'« économie réelle » qui ont fait preuve d'une résilience exceptionnelle en RDC (MacGaffey, 1991). Si l'on examine le côté populaire de la résilience, les pratiques populaires, les idiomes et l'imagination populaire sont généralement conçus comme des formes de résilience collective développées par les communautés dans un contexte de négligence institutionnalisée de la part des autorités publiques.

Souvent, des combinaisons de pratiques traditionnelles et de pratiques ayant émergé pour faire face à des contextes particulièrement difficiles sont interprétées comme des formes typiquement congolaises d'adaptation créative à l'adversité, ou « débrouillardise ». Cette imagination créative populaire va des formes d'art qui ont émergé dans les rues de Kinshasa (Blanc et Yoka, 2010) avec des instruments emblématiques tels que la *Sanza* qui ont acquis une notoriété mondiale, à des formes originales d'aborder la vie quotidienne, l'organisation de l'activité économique (Ayimpam, 2014), des

rues de Kinshasa à celles de Goma (Trefon et Kabuyaya, 2018). Bien que ces formes de « bricolage » pratique, organisationnel et social ne soient pas nécessairement conçues comme politiques, elles recourent souvent les « formes quotidiennes de résistance » mentionnées précédemment. Ces volets de la littérature, ainsi que les processus et les pratiques qu'ils soulignent, nous permettent de comprendre le contexte dans lequel la littérature sur la résilience en RDC a émergé et l'opposition entre un État faible ou extractif d'une part et une population résiliente de l'autre qui l'a généralement caractérisée.

Un segment important de la littérature spécialisée sur la RDC s'est concentré sur la façon dont diverses formes d'expression artistique, en particulier dans le paysage musical, servent à la fois d'outils pour relever la dimension psychologique de nombreux défis sociaux et de prisme pour capturer la condition humaine dans le contexte congolais (Mukuna, 2020). Émergeant dans les années 1950 et presque simultanément tissée dans la tapisserie historique de l'activisme politique nationaliste et indépendantiste, la rumba congolaise, portée par des figures emblématiques telles que Tabu Ley Rochereau, Franco Luambo et Le Grand Kallé, a acquis une reconnaissance internationale. Un manque de contenu politique explicite est une caractéristique paradoxale et intrigante de cette musique qui, selon Joseph Trapido, doit être « considérée dans son contexte social, [car elle] ne se contente pas de refléter, mais reproduit activement un ensemble de relations économiques affectives et politiques » (2010, p. 121). Les remarques de Trapido semblent être contredites par l'absence d'alignement objectif de la production musicale populaire congolaise sur des exigences sociopolitiques spécifiques. Même la chanson emblématique « Indépendance Cha Cha » interprétée dans les années 1960 par Joseph Kabasele (nom de scène, Le Grand Kallé), pour célébrer l'indépendance congolaise de la domination coloniale belge est un exemple de la façon dont la rumba congolaise peut s'engager dans des événements de son temps sans « prendre parti » ouvertement dans un contexte de résistance populaire. Il y a au moins deux explications à ce caractère apparemment apolitique de la rumba congolaise.

Dans la première explication, Bob White (2008) propose que, au cours plus de 30 ans de régime autoritaire de Mobutu, les artistes en général et les musiciens en particulier étaient contraints de faire étalage de leur loyauté envers le régime, mais devaient s'autocensurer en termes d'opinions politiques. Les récompenses pour la loyauté prenaient la forme d'un accès facile aux acteurs du pouvoir en place et aux sources financières du régime. Inversement, la punition pour déloyauté pouvait aller jusqu'à la mort. On pourrait toutefois soutenir qu'avant ces dérives autoritaires, la musique congolaise des années 1950 et 1960 n'était pas caractérisée comme une musique de protestation autour de questions sociales ou politiques (Botombele, 1976). En outre, comme deuxième explication, une analyse plus approfondie de « l'architecture » de la plupart des chansons de rumba congolaises révèle une structure subtile et contrastée qui mélange à la fois des messages lyriques significatifs, et des messages plus légers de divertissement et de distraction dans la même chanson (Martin, 2009, pp. 264-65). Cette structure est dominée par la partie la plus flamboyante (distraction et divertissement) généralement pas jouée par le chanteur principal, mais un *atalaku* (artiste) qui fait littéralement irruption sur scène et crie des louanges à l'intention de personnages importants (*libanga*). Cette partie, connue sous le nom de *seben*, est la partie la plus longue des chansons et celle à laquelle les spectateurs réagissent le plus vivement. Un tel arrangement occulte la partie lyrique plus courte de la chanson, qui porte le cachet original de la création artistique et des messages clés. Cette partie plus courte est comme une transcription cachée, dissimulée sous la flamboyance du *seben*. Ce caractère en quelque sorte trompeur de la rumba congolaise contraste par exemple avec la franchise idéologique du cinéma congolais dans une RDC (post-)conflit, que Ndaliko (2012, p. 2) considère comme comportant de nombreux « exemples de pratiques, esthétiques et idéologiques [...] qui émergent comme étant au cœur de grands projets de transformation sociale ».

Un parallèle pourrait être établi à la place entre la rumba congolaise et la culture de la SAPE. Un Sapeur est quelqu'un qui souscrit aux principes de la SAPE (Société des Ambianceurs et Personnes Élégantes). Outil de lecture important pour l'histoire sociale de la RDC, le mouvement des Sapeurs est généralement perçu par certains comme l'exubérante démonstration de mimétisme coloré de la mode vestimentaire, née de circonstances coloniales. Pourtant, un style de vie sapeur va au-delà des vêtements et du colonialisme. Ce n'est pas simplement, comme Brodin et coll. (2016) le suggèrent, « un luxe ostentatoire comme un processus créatif et mimétique ». L'esprit et l'ensemble des valeurs incarnés dans la SAPE sont plus anciens que le nom SAPE lui-même, qui est représentatif d'une histoire culturelle plus longue, y compris les traditions et les croyances antérieures au colonialisme (Allman, 2004 ; Balandier, 1968). Marquer la continuité de l'histoire culturelle à travers le symbolisme de l'apparence à la mode est avant tout une expression de l'esprit résilient qui a transporté ces traditions et croyances au travers de défis tels que les terreurs du colonialisme et l'oppression postcoloniale de l'État (Porter, 2010). Par conséquent, s'habiller élégamment n'est pas seulement une question d'apparence. Comme le *seben* dans la rumba congolaise, l'apparence flamboyante des Sapeurs peut à juste titre être considérée comme un subterfuge qui dissimule une expression d'agentivité déguisée, centrée sur le message clé de défi symbolique vis-à-vis des contraintes sociotemporelles actuelles. Le lyrisme de la rumba congolaise et l'exposition d'agence dans le mouvement des Sapeurs sont des exemples de la façon dont la résilience peut à la fois être cachée, exprimée et mise en œuvre à travers les pratiques culturelles et la création artistique.

Il y a cependant un changement notable dans les « pratiques idéologiques et esthétiques » (Ndaliko, 2012, p. 2) des formes et des genres artistiques qui ont émergé dans l'ère post-Mobutu. Contrairement à la rumba avec sa méthodologie de dissimulation, les paroles, costumes et chorégraphies des chansons hip-hop dans l'est de la RDC dépeignent clairement la guerre et le déplacement, et véhiculent des opinions politiques à ce sujet (Ndaliko, 2014). Les artistes hip-hop du groupe Yole, par exemple, utilisent leurs chansons pour critiquer ouvertement la corruption et l'incapacité du gouvernement à tenir ses promesses (Lamb, 2015). À travers ces expressions artistiques, les jeunes façonnent une voix politique qui peut être considérée comme des stratégies d'adaptation pour naviguer les difficultés de vivre dans des régions défavorisées et déchirées par la guerre comme les Kivus en RDC. Leurs créativité artistique sont aussi des formes d'activisme politique et des actions transformatrices conscientes. Qu'il s'agisse de façonner implicitement la résilience des communautés ou d'investir explicitement dans le changement social, les formes vernaculaires d'expression et de pratique de la résilience sont au cœur de la condition humaine et ne peuvent être identifiées que par une analyse approfondie de la façon dont la culture, l'histoire et les pratiques sociales se réunissent face aux multiples perturbations des trajectoires sociales.

La section ci-dessous met en évidence un engagement empirique avec la résilience « vernaculaire » à travers les pratiques socioculturelles en réaction aux contextes nationaux. Basé sur l'examen des limitations des approches conventionnelles de la résilience comme nous l'avons vu dans la première section, cet engagement empirique est fondé sur la relation historicisée entre résilience, résistance et biopolitique. Cette relation semble être au cœur de la compréhension de la façon dont les communautés font face à de multiples crises à long terme, et notre document de travail a retracé les tensions au sein desquelles se développent les formes et les pratiques de résilience vernaculaire. Dans la section suivante, nous proposons donc une voie méthodologique pour examiner ces aspects.

5 Résilience vernaculaire comme approche méthodologique pour étudier les répertoires à long terme de pratiques résilientes en Côte d'Ivoire et en RDC

Notre approche méthodologique pour étudier les répertoires de pratiques résilientes en Côte d'Ivoire et en RDC est de regarder au-delà de l'objet ou du sujet immédiat de la résilience. Elle cherche à retracer la résilience des communautés telle qu'elle se construit à travers le chevauchement entre 1) l'historicité des conditions environnementales, économiques et sociopolitiques défavorables, 2) les répertoires culturels et les pratiques sociales transmis de génération en génération, et 3) la variété des réponses contextuelles aux crises multiples. Cette approche s'inspire de perspectives ethnographiques, émancipatrices, cosmopolites et constructivistes sur l'expérience humaine. Elle est donc également fondée sur une compréhension des conditions de l'oppression épistémique qui affaiblit à la fois « l'opresseur et les opprimés » (Byrd et Rothberg, 2011 ; Guha et Spivak, 1988) et obscurcit les niveaux herméneutiques de la connaissance vernaculaire (Santos, 2014). Par conséquent, une approche vernaculaire de la résilience peut aider à une compréhension a priori, et même des réponses à l'adversité autrement non accessibles à partir du cadre conventionnel de la résilience. Cette approche est également fermement ancrée dans une vision de la résilience non seulement comme une description d'un système ou d'une personne, mais également comme une qualité métaphorique qui émerge au travers de la mémoire culturelle et des pratiques sociales permettant de faire face aux difficultés qui se croisent (Atallah, 2016 ; Kirmayer et coll., 2009 ; Shapiro, 2013). Nous appelons donc cette résilience « vernaculaire », car elle esquisse la diversité des façons dont les différentes communautés réagissent aux crises multiples, tout en centralisant les pratiques culturelles et sociales intégrées à travers le temps. Cette notion de résilience vernaculaire s'inscrit également bien dans l'heuristique du cadre de résistance tel que développé par James C. Scott (1985) à travers les « formes quotidiennes de résistance ».

Une telle perspective sur la résilience étudie à la fois les fondements constitutifs des perturbations sociales au fil du temps et les ramifications plurielles de chocs ou de crises spécifiques, comme on peut le retracer à travers des pratiques de résilience individuelles et collectives. Il s'ensuit que, dans le contexte postcolonial de la RDC et de la Côte d'Ivoire, la résilience et la résistance ne peuvent être dissociées de la compréhension des pratiques sociales individuelles et collectives comme étroitement liées. Une approche holistique de la résilience ne peut être linéaire ou sectorielle dans sa réflexion sur la communauté, le contexte sociohistorique, les pratiques socioculturelles ou même la résilience elle-même. Cette approche intègre le fait qu'un facteur donné peut améliorer la résilience dans une situation, tout en causant la vulnérabilité dans une autre. Comme dans le cas des chansons congolaises de rumba et de zouglou en Côte d'Ivoire, la résilience elle-même peut s'exprimer en termes presque paradoxaux dans le même contexte géographique humain, selon les différences de périodes (Kirmayer et coll., 2009 ; Ungar, 2010 ; Wilkinson et Kleinman, 2016). Ceci est révélateur du fait que la recherche des conditions de souffrance humaine et des réponses vernaculaires qui y sont consacrées échappe à la pratique des photographies des sociétés humaines, les relations interconnectées entre les pratiques sociales actuelles étant ancrées à la fois dans des normes culturelles durables et des réponses complexes aux problèmes qui se croisent dans divers domaines de la société. Considérant les réalités matérielles et sociales qui s'enchevêtrent, y compris la prévalence de relations de pouvoir complexes dans des contextes d'États postcoloniaux tout aussi résilients (Atallah, 2016 ; Fernando, 2012 ; MacKinnon et Derickson, 2012), l'analyse critique interdisciplinaire est nécessaire pour tenir compte de la variété des pratiques sociales résilientes intégrées face aux crises multiples.

Notre perspective interdisciplinaire, combinant approches des sciences sociales, et approches culturelles et artistiques de l'analyse des idiomes, des imaginaires collectifs et des pratiques de résilience, peut être catégorisée en trois axes :

- Répertoires de résistance permettant aux gens de répondre à l'instabilité, aux conflits, à l'extraction, à la violence dans un contexte d'États inefficaces, parfois oppressifs ;
- Cultures et pratique de la débrouillardise, ancrées dans des moyens de subsistance urbains et ruraux précaires ;
- Formes de culture populaire (chansons, poèmes, danse, art) qui reflètent ce qui précède, et donnent de l'espoir, apportent un soulagement et offrent de la solidarité à ceux qui réagissent à des contextes turbulents.

Lorsqu'elle est envisagée en dehors du paradigme conventionnel de la résilience, une approche interdisciplinaire de l'analyse de ces trois axes permet de s'orienter vers le fait que les menaces, les crises ou les perturbations peuvent également être intégrées dans la transformation discursive des environnements. En tant que telle, la pertinence des pratiques vernaculaires de résilience signifie plus que de simples représentations illustratives des variétés de résilience. Ce cadrage montre comment les actions quotidiennes peuvent être considérées non seulement comme des pratiques exotiques résilientes, exigeant l'entrée légitime dans l'axiologie de la résilience, mais également comme un questionnement fondamental de la définition de la résilience elle-même, et comme un défi lancé contre le caractère ahistorique des cadres conventionnels.

Le tournant conceptuel dans la résilience et ses implications politiques vers des solutions « bottom-up » (de bas en haut) ont souvent cherché à mettre l'accent sur la participation, la reconnaissance et l'intégration des communautés ciblées. Toutefois, en n'approfondissant pas l'environnement institutionnel et de pouvoir dans ces dynamiques de participation, ces nouvelles approches ont tendance à être ahistoriques, négligeant la temporalité et le caractère intergénérationnel de la résilience. L'étude interdisciplinaire de la résilience doit se concentrer davantage sur l'histoire orale et la résilience mémorielle, comme l'indique le titre du livre d'Osterhoudt paru en 2018. Osterhoudt (2018) rappelle comment le processus de partage des récits de l'histoire orale peut contribuer à la résilience de la communauté, la résilience englobant ici non seulement les facteurs techniques ou écologiques, mais aussi les domaines plus affectifs de l'héritage, de l'espoir et de l'appartenance partagés. Garde-Hansen et coll. (2017) ont eux développés l'idée d'une mémoire durable des inondations comme une forme critique et agentique de mémoire sociale et culturelle de l'apprentissage de la vie avec les inondations. Ils proposent par exemple d'aborder les perturbations causées par les « inondations » d'une manière essentielle à la compréhension de la façon dont les communautés utilisent des pratiques de mémoire (se souvenir et oublier stratégiquement) afin de faire face aux changements environnementaux (Garde-Hansen et coll., 2017). Les deux approches soulignent l'importance des connaissances vernaculaires, des modes locaux de narration aux journaux nationaux et aux réseaux sociaux, mais aussi l'historicité des connaissances vernaculaires. Les chocs multiples étudiés dans des communautés différentes sont itératifs et relationnels, offrant un aperçu du changement et reconnaissant les continuités de l'expérience communautaire.

Nous soutenons donc que cette connaissance vernaculaire et les formes de répertoires à long terme doivent être situées dans l'engagement contextuel des pratiques culturelles et sociales aux niveaux individuel et collectif en ce qui concerne les crises pertinentes. Bien que le concept de culture soit de plus en plus reconnu dans les domaines de la réduction des risques de catastrophes, la consolidation de la paix et les études pandémiques (voir Kulatunga, 2010 ; Mercer et coll., 2012 ; Benadusi, 2014 ; Richmond, 2009 ; Finuras, 2020), l'accent mis sur la culture et les connaissances indigènes est néanmoins lié aux mécanismes d'adaptation et surtout instrumental. Enfin, ces formes ascendantes de maintien, d'adaptation et de résistance qui émergent à travers les stratégies et la culture populaire

doivent être comprises en tension avec la dynamique biopolitique descendante comme façonnant également la résilience du système étatique.

L'État postcolonial en Afrique peut être considéré du point de vue de la résilience à la fois comme un système résilient en soi (Lonsdale, 1981) et comme créant un contexte structurel dans lequel la résilience populaire est organisée en réponse à l'absence oppressive ou à la présence répressive de l'État (« moteurs de l'oppression », Soyinka, 1967). D'une part, il faut reconnaître que les États africains qui ont pris forme depuis l'indépendance dans les années 1960 sont des systèmes politiques émergents confrontés à diverses perturbations sociopolitiques et économiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Cela a remis en question leur existence même et a donné lieu à diverses dynamiques descendantes pour maintenir le contrôle sur les populations en utilisant des ressources très limitées ou mal réparties, et à un discours politique d'autonomie destiné à encadrer l'incapacité de l'État à s'acquitter de ses fonctions en tant que responsable des citoyens. D'autre part, les processus sociaux qui découlent de la fragilité des formalités et des fonctions autoritaires de l'État (dés)organisant des espaces socio-économiques locaux ont également suscité des pratiques ascendantes qui seront étudiées comme un engagement résilient face aux défis du contexte ainsi créé.

6 Conclusion

Ce document de travail sur nos recherches sur le renforcement de la résilience en contexte de crises prolongées a exploré les principaux débats actuels concernant le concept de résilience. Nous avons souligné la difficulté d'épingler le concept à l'aide d'une définition universelle, les dangers de l'exploitation néolibérale et subversive de la résilience, et la promesse encore non tenue de contextualisation empirique qui tend à essentialiser les formes non occidentales de résilience. Ces lacunes ont permis à nos recherches préliminaires de situer notre travail dans une approche ascendante et multidisciplinaire, et ce dans un cadre qui tient compte de la tendance à naturaliser la résilience au lieu de remettre en question sa constitution à travers les crises et l'agentivité vernaculaire. Notre hypothèse de travail sur les îlots d'innovation se situe ainsi dans le contexte sociohistorique plus large des États postcoloniaux en Afrique, dont nous avons présenté un aperçu pour ouvrir la voie à des analyses empiriques plus ciblées sur des communautés spécifiques.

Cette vue d'ensemble qui retrace la résilience dans les deux directions (ascendante, descendante) dans les deux pays illustre la résilience des deux États et de leurs populations respectives dans l'acceptation générale du concept comme la capacité de traverser les crises et de maintenir une stabilité relative. Toutefois, un examen plus étroit du contexte de chaque pays par le biais du travail sur le terrain se focalisera sur des communautés distinctes. À ce titre, les deux pays présentent les promesses d'un contexte pertinent où l'on peut approfondir une analyse de la résilience, ses différentes formes collectives et individuelles. L'occasion s'y présente ainsi d'établir des comparaisons dynamiques entre les pratiques résilientes. La tension entre les dynamiques biopolitiques descendantes (qui façonnent la résilience du système étatique) et les formes ascendantes de maintien et d'adaptation qui émergent à travers les stratégies et la culture populaire caractérise toutes ces analyses. Il s'agit certainement d'un modèle significatif dans les deux pays, mais avec des nuances spécifiques qui peuvent enrichir l'analyse. Néanmoins, loin d'une conceptualisation binaire de la résilience qui place l'État et les communautés sur des plateformes égales, contraster les deux orientations de résilience d'un point de vue historique constitue le point d'ancrage d'un engagement empirique plus détaillé. Les études longitudinales sur des lieux spécifiques nous permettront de mieux comprendre comment les répertoires à long terme des pratiques résilientes sont utilisés tout au long de crises successives, et c'est la prochaine phase de ce projet.

Bibliographie

- Adger, W. N., Kelly, P. M., Winkels, A., Huy L. Q. and Locke, C. (2002) 'Migration, Remittances, Livelihood Trajectories, and Social Resilience', *Ambio* 31.4
- Alexander, E. (2013) 'Resilience and Disaster Risk Reduction: An Etymological Journey', *Nat. Hazards Earth Syst. Sci.* 13: 2708–2718.
- Allman, J. (2004) *Fashioning Africa: Power and the Politics of Dress*, Bloomington: Indiana University Press.
- Atallah, D. G. (2016) 'Toward a Decolonial Turn in Resilience Thinking in Multifaceted Disasters: Example of the Mapuche from Southern Chile on the Frontlines and Faultlines', *International Journal of Disaster Risk Reduction* 19: 92–100. doi:10.1016/j.ijdrr.2016.08.027.
- Ayimpam, S. (2014) 2014. *Économie de La Débrouille à Kinshasa: Informalité, Commerce et Réseaux Sociaux*, Paris: Karthala.
- Baaz, M. E. and Verweijen, J. (2013) 'The Volatility of a Half-Cooked Bouillabaisse: Rebel-Military Integration and Conflict Dynamics in the Eastern DRC', *African Affairs* 112.449: 563–582.
- Baggio, J. A., Brown, K. and Hellebrandt, D. (2015) 'Boundary Object or Bridging Concept? A Citation Network Analysis of Resilience', *Ecology and Society* 20.2: 2.
- Bahi, A. A. (2011) 'Musique Populaire Moderne et Coproduction de l'Imaginaire National en Côte d'Ivoire' chapter 5 in F. Akindès (ed) *Côte d'Ivoire : La réinvention de soi dans la violence*, Dakar: Codesria: 133–166.
- Bakary T. (1984) 'Élite Transformation and Political Succession', Chapter 2 in C. L. Delgado and I. W. Zartman *The Political Economy of Ivory Coast*, New York: Praeger: 21–55.
- Balandier, G. (1968) *Daily Life in the Kingdom of the Kongo from the Sixteenth to the Eighteenth Century*, New York: Pantheon Books.
- Banégas, R. (2010) 'La Politique du «Gbonhi». Mobilisations Patriotiques, Violence Milicienne et Carrières Militantes en Côte-d'Ivoire', *Genèses* 4: 25–44.
- Banégas, R. and Warnier, J. P. (2001) 'Nouvelles Figures de la Réussite et du Pouvoir', *Politique Africaine* 2: 5–23.
- Barnes, M. L., Wang, P., Cinner, J. E. et al. (2020) 'Social Determinants of Adaptive and Transformative Responses to Climate Change', *Nature Climate Change* 10: 823–828.
- Barrios, R. E. (2016) 'Resilience: A Commentary from the Vantage Point of Anthropology', *Annals of Anthropological Practice*: 40.1: 28–38.
- Bearth, T. and Baya, J. (2010) 'Guerre Civile et Résilience Écologique: Le Cas du Parc National du Mont Sangbé à l'Ouest de la Côte d'Ivoire', *Cahiers Agricultures* 19.3: 220–6.
- Benadusi, M. (2014) 'Pedagogies of the Unknown: Unpacking "Culture" in Disaster Risk Reduction Education', *Journal of Contingencies and Crisis Management* 22.3: 174–183.

- Berkes, F. and Folke, C. (1998) 'Linking Social and Ecological Systems' Introduction in F. Berkes and C. Folke (eds) *Linking Social and Ecological Systems. Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience*, Cambridge: Cambridge University Press: 1–26.
- Bissouma, A. C., Ettie, K. S., Apn, A. M., Soro, J. and Yeo-Tenena, Y. J. M. (2017) 'Violence, Survival and Female Resilience in West Cote d'Ivoire', *J Psychol Clin Psychiatry* 8.2: 00478.
- Blé, R. G. (2006) 'Zougou et Réalités Sociales des Jeunes en Côte d'Ivoire', *Africa Development* 31.1: 168–184.
- Boone, C. (2007) 'Africa's New Territorial Politics: Regionalism and the Open Economy in Côte d'Ivoire', *African Studies Review* 50.1: 59–81.
- Botombele, B. (1976) *Cultural Policy in the Republic of Zaire*, Paris: UNESCO.
- Bourbeau, P. (2013) 'Resiliencism: Premises and Promises in Securitisation Research', *Resilience* 1.1: 3–17.
- (2018a) 'A Genealogy of Resilience', *International Political Sociology* 12.1: 19–35.
- (2018b) *On Resilience: Genealogy, Logics, and World Politics* [Online] Available at: <https://cambridge.org/core/books/on-resilience/ee8ef58f88f3d2970ff1268c8109a56f> (26 May 2020).
- Bovcon, M. (2009) 'French Repatriates from Côte d'Ivoire and the Resilience of Françafrique', *Modern & Contemporary France* 17.3: 283–299.
- Brandt, C. O. (2017) 'Ambivalent Outcomes of Statebuilding: Multiplication of Brokers and Educational Expansion in the DR Congo (2004–2013)', *Review of African Political Economy* 44.154: 624–642.
- Brassett, J., Croft, S. and Nick, V.-W. N. (2013) 'Introduction: An Agenda for Resilience Research in Politics and International Relations', *Politics* 33(4): 221–228.
- Brodin, O., Coulibaly, D. and Ladwein, R. (2016) 'Subcultural Ostensive Luxury as a Creative and Mimetic Process: The case of the Sapeurs Parisiens', *Recherche et Applications en Marketing (English edition)* 31.1: 43–63.
- Byrd, J. A. and Rothberg, M. (2011) 'Between Subalternity and indigeneity', *Interventions* 13(1): 1–12. <https://doi.org/10.1080/1369801X.2011.545574>.
- Carpenter, S. R. and Folke, C. (2006) 'Ecology for Transformation', *Trends in Ecology & Evolution* 21.6: 309–315.
- Carpenter, S., Walker, B., Anderies, J. and Abel, N. (2001) 'From Metaphor to Measurement: Resilience of What to What?', *Ecosystems* 4: 765–781.
- Carson, J. and Doyle, J. (2000) 'Highly Optimized Tolerance: Robustness and Design in Complex Systems', *Physical Review Letters* 84.11: 2529–2532.
- Chandler, D. (2014) *Resilience: The Governance of Complexity*, New York: Routledge.
- (2013) 'International Statebuilding and the Ideology of Resilience', *Politics* 33.4: 276–286.
- (2012) 'Resilience and Human Security: The Post-interventionist Paradigm', *Security Dialogue* 43.3: 213–229.

- Chandler, D. and Reid, J. (2018) “‘Being in Being’: Contesting the Ontopolitics of Indigeneity’, *The European Legacy* 23(3): 251–268.
- Charbonneau, B. (2012) ‘War and Peace in Côte d'Ivoire: Violence, Agency, and the Local/International Line’, *International Peacekeeping* 19.4: 508–524.
- Cifdaloz, O., A. Regmi, A., Anderies, J. and Rodriguez, A. (2010) ‘Robustness, Vulnerability, and Adaptive Capacity in Small-Scale Social–Ecological Systems: The Pampa Irrigation System in Nepal’, *Ecology and Society* 15.3: 39.
- Corry, O. (2014) ‘From Dense to Resilience: Environmental Security beyond Neoliberalism’, *International Political Sociology* 8.3: 256–274.
- Cutter, S. L., Barnes, L., Berry, M., Burton, C., Evans, E., Tate, E., & Webb, J. (2008) ‘A place-based model for understanding community resilience to natural disasters’, *Global environmental change*, 18(4), 598–606.
- Dacher, M. (2003) ‘Chroniques des Violences Ordinaires, Parcours d'un Jeune Paysan Burkinabé Immigré en Côte d'Ivoire’, *Journal des Africanistes* 73.2 : 137–161.
- Dedy, S. (1984) ‘Musique Traditionnelle et Développement National en Côte d'Ivoire’, *Tiers-Monde* 25.97: 109–124.
- de la Sierra, S., Titeca, K., Malukisa, J. A. and Amani Lameke, A. (2020) *Corruption (Within a Hierarchy)*, working paper, <https://raulsanchezdelasierra.files.wordpress.com/2020/12/abstract.pdf>. (10 January 2020)
- Dembele, O. (2003) ‘Côte d’Ivoire: La Fracture Communautaire’, *Politique Africaine* 1: 34–48.
- Englebert, P. and Tull, D. (2013) ‘Contestation, Négociation et Résistance: L’État Congolais Au Quotidien’, *Politique Africaine* 129.1: 5–22.
- Fernando, G. A. (2012) ‘Bloodied but Unbowed: Resilience Examined in a South Asian Community’, *American Journal of Orthopsychiatry* 82: 367–375.
- Finuras, P. (2020) ‘Pandemics & Culture: Could Historical Pathogenic Prevalence Reinforce Collectivism?’, *Journal of Intercultural Management and Ethics* 3.2: 41–49.
- Folke, C. (2006) ‘Resilience: The Emergence of a Perspective for Social-Ecological Systems Analyses’, *Global Environmental Change* 16: 253–267.
- Folke, C., Carpenter, S. R., Walker, B., Scheffer, M., Chapin, T. and Rockström, J. (2010) ‘Resilience Thinking: Integrating Resilience, Adaptability and Transformability’, *Ecology and Society* 15.4: 20.
- Foster, P. and Zolberg, A. R. (eds) (1971) *Ghana and the Ivory Coast: Perspectives on Modernization: (Workshop Conference Held at the Center for Continuing Education of the University of Chicago, 1969)*, Chicago: University of Chicago Press.
- Fourie, P. and Follér, M.-L. (2012) ‘AIDS Hyper-Epidemics and Social Resilience: Theorising the Political’, *Contemporary Politics* 18.2: 254–268.
- Garde-Hansen, J., McEwen, L., Holmes, A. and Jones, O. (2017) ‘Sustainable Flood Memory: Remembering as Resilience’, *Memory Studies* 10.4: 384–405.
- Gawa, F. (2014) ‘Le Coupé Décalé en Côte d’Ivoire: Sens et Enjeux d’un Succès Musical’, *African Sociological Review/Revue Africaine de Sociologie*, 18.1: 112–126.

- Gbagbo, L. (1983) *Côte d'Ivoire: Pour une Alternative Démocratique*, Paris: L'Harmattan.
- Gibbons, P., Milliano, C., Faling, M., Clark-Ginsberg, A. and Crowley, D. (2015) 'Resilience: The Holy Grail or Yet Another Hype', Chapter 2 in P. Gibbons and H.-J. Heintze (eds) *The Humanitarian Challenge: 20 Years European Network on Humanitarian Action*, New York: Springer International Publishing: 17–30.
- Guha, R. and Spivak, G. C. (1988) *Selected Subaltern Studies*, Oxford: Oxford University Press.
- Gunderson, L., Holling, C. S., Pritchard, L. and Peterson, G. (2002) 'Resilience' in H. Mooney and J. Canadell J (eds) *Encyclopedia of Global Environmental Change 2*: 530–531.
- Hérault, G. and Adesanmi, P. (1997) 'Jeunes, Culture de la Rue et Violence Urbaine en Afrique/Youth, Street Culture and Urban Violence in Africa', Lagos: IFRA-Nigeria.
- Hilhorst, D. (2018) 'Classical Humanitarianism and Resilience Humanitarianism: Making Sense of Two Brands of Humanitarian Action', *Journal of International Humanitarian Action* 3.15, <https://jhumanitarianaction.springeropen.com/track/pdf/10.1186/s41018-018-0043-6.pdf>. (10 December 2020)
- Hochschild, A. (1998) *King Leopold's Ghost: A Story of Greed, Terror and Heroism in Colonial Africa*, Boston: Mariner Books.
- Hoffmann, K. (2019) 'Ethnogovernmentality: The Making of Ethnic Territories and Subjects in Eastern DR Congo', *Geoforum* 119: 251–267.
- Hoffmann, K., Vlassenroot, K. and Marchais, G. (2016) 'Taxation, Stateness and Armed Groups: Public Authority and Resource Extraction in Eastern Congo', *Development and Change* 47.6: 1434–1456.
- Holling, C. (1996) 'Engineering Resilience Versus Ecological Resilience' in National Academy of Engineering, *Engineering within Ecological Constraints*, Washington DC, USA.: National Academy Press: 31–44.
- Holling, C. S. (1973) 'Resilience and Stability of Ecological Systems', *Annual Review of Ecology and Systematics* 4: 1–23.
- Huff, A., Dowd, C., Okech, A., Muteru, A., Shahrokh, T., Zadi Zadi, P., Alidu, S. M. and Allouche, J. (2016) *Violence and Violence Reduction Efforts in Kenya, Uganda, Ghana and Ivory Coast: Insights and Lessons Towards Achieving SDG 16*, Brighton: IDS.
- Hunt, N. R. (2014) *A Nervous State: Violence, Remedies, and Reverie in Colonial Congo*, Durham, North Carolina: Duke University Press, www.dukeupress.edu/a-nervous-state.
- Iñiguez de Heredia, M. (2013) *Everyday Resistance in Post-Conflict Statebuilding: The Case of Eastern Democratic Republic of the Congo*, London: London School of Economics and Political Science.
- Kamate, A. (2006) *Côte d'Ivoire: Une Guerre des Rythmes: Musique Populaire et Pouvoir de 2000 à 2006*, Master 2 Science Politique – Etudes Africaines, Université Paris 1 Sorbonne.
- Kingston, K. G. (2011) 'The Impacts of the World Bank and IMF Structural Adjustment Programmes on Africa: The Case Study of Cote D'Ivoire, Senegal, Uganda, and Zimbabwe', *Sacha Journal of Policy and Strategic Studies* 1.2: 110–130.
- Kirmayer, L., Sehdev, M., Whitley, R., Dandeneau, S., and Isaac, C. (2009) 'Community Resilience: Models, Metaphors and Measures', *Journal of Aboriginal Health* 5: 62–117.

- Kisangani, E. F. (2012) *Civil Wars in the Democratic Republic of Congo, 1960–2010*, Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers.
- Klaus, K. and Mitchell, M. I. (2015) 'Land Grievances and the Mobilization of Electoral Violence: Evidence from Côte d'Ivoire and Kenya', *Journal of Peace Research* 52.5: 622–635.
- Klieman, K. A. (2003) *The Pygmies Were Our Compass: Bantu and Batwa in the History of West Central Africa, Early Times to c. 1900 C.E.*, Portsmouth, New Hampshire: Heinemann.
- Kohlhagen, D. (2005) 'Frime, Escroquerie et Cosmopolitisme', *Politique Africaine* 4 : 92–105.
- Konaté, Y. (2002) 'Génération Zouglou', *Cahiers d'Études Africaines* 42.168 : 777–796.
- Kouassi Akissi, F. (2019) 'Aux Sources du Théâtre Ivoirien Moderne: Cas des Premiers Auteurs et Leurs Œuvres, Horizons/Théâtre', *Revue d'Études Théâtrales* 13: 108–117.
- Kulatunga, U. (2010) 'Impact of Culture Towards Disaster Risk Reduction', *International Journal of Strategic Property Management* 14.4: 304–313.
- Lamb, K. (2015) 'In Congo, Hip-Hop Gives Youth a Political Voice'. [Online] <http://america.aljazeera.com/multimedia/2015/10/drc-hip-hop.html> (27 March 2021).
- Land, M. (1995) 'Reggae, Resistance and the State: Television and Popular Music in the Côte d'Ivoire', *Critical Studies in Media Communication* 12.4: 438–454.
- (1992) 'Ivoirien Television, Willing Vector of Cultural Imperialism', *Howard Journal of Communications* 4.1–2: 10–27.
- Langer, A., Mustapha, R. and Stewart, F. (2007) 'Horizontal Inequalities in Nigeria, Ghana and Côte d'Ivoire: Issues and Policies', *CRISE Working Paper* 45.
- Leach, M. (2008) *Re-Framing Resilience: Trans-Disciplinarity, Reflexivity and Progressive Sustainability – A Symposium Report*. [Online] Available at: <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/2315> (26 May 2020).
- Lemaire M. (1999) 'Chants de l'Agôn, Chants du Labeur: Travail, Musique et Rivalité en Pays Sénoufo (Côte d'Ivoire)' *Journal des Africanistes* 69.2: 35–66.
- Lindbom, A. and Rothstein, B. (2006) 'La Résilience du Modèle Suédois de Welfare dans l'Économie Mondialisée', *Revue Internationale de Politique Comparée* 13.3: 429–445.
- Lindroth, M. and Sinevaara-Niskanen, H. (2016) 'The Biopolitics of Resilient Indigeneity and the Radical Gamble of Resistance', *Resilience* 4.2: 130–145.
- Linkov, I. and Palma-Oliveira, J. (2017) *Resilience and Risk: Methods and Application in Environment, Cyber and Social Domains*, Berlin: Springer.
- Logba, K. K. D. (2015) 'Le Théâtre Populaire de Bernard Binlin Dadié: De l'Humanisme du Dramaturge à la Construction d'un Héros Révolutionnaire', *En-Quête* 29: 128–140.
- Lonsdale, J. (1981) 'States and Social Processes in Africa: A Historiographical Survey', *African Studies Review* 24.2: 139–225.
- Loukou, A. F. (2003) 'Économie Informelle et Télécommunications en Côte d'Ivoire: Le Cas des Cabines Téléphoniques Privées', *NETCOM: Réseaux, communication et territoires/Networks and Communication Studies* 17.1: 99–112.

- MacGaffey, J. (1991) *The Real Economy of Zaire: The Contribution of Smuggling and Other Unofficial Activities to National Wealth*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- (1987) *Entrepreneurs and Parasites: The Struggle for Indigenous Capitalism in Zaïre*, Cambridge: Cambridge University Press.
- (1982) 'The Implantation of Kimbanguism in Kisangani, Zaire', *The Journal of African History* 23.3: 381–394.
- MacKinnon, D. and Derickson, K.D. (2013) 'From Resilience to Resourcefulness: A Critique of Resilience Policy and Activism', *Progress in Human Geography* 37: 253–270. doi:10.1177/0309132512454775
- Maclean, K., Cuthill, M. and Ross, H. (2014) 'Six Attributes of Social Resilience', *Journal of Environmental Planning and Management* 57.1: 144–156.
- Manyena, S. (2006) 'The Concept of Resilience Revisited', *Disasters* 30.4: 433–450.
- Martin, D.-C. (2009) 'Bob W. White: Rumba Rules. The Politics of Dance Music in Mobutu's Zaire', *Cahiers d'Ethnomusicologie* 22: 263–266.
- Mayunga J (2007) *Understanding and Applying the Concept of Community Disaster Resilience: Capital-Based Approach*, Summer Academy for Social Vulnerability and Resilience Building, 22–28 July 2007, Munich, Germany.
- Mbembe, A. (2000) *De la Postcolonie*, Paris : Karthala.
- Mercer, J., Gaillard, J. C., Crowley, K., Shannon, R., Alexander, B., Day, S. and Becker, J. (2012) 'Culture and Disaster Risk Reduction: Lessons and Opportunities', *Environmental Hazards* 11.2: 74–95.
- Monique, B. (1990) 'Migrations Internationales en Côte d'Ivoire et Investissement de Retour au Mali', *Les Annales de la Recherche Urbaine* 49 : 89–98.
- Moore, M.-L., Tjornbo, O., Enfors, E., Knapp, C., Hodbod, J., Baggio, J. A., Norström, A., Olsson, P. and Biggs, D. (2014) 'Studying the Complexity of Change: Toward an Analytical Framework for Understanding Deliberate Social-Ecological Transformations', *Ecology and Society* 19.4: 54.
- Mukuna, K. W. (2020) 'The Evolution of Popular Music in the Third Republic of the Democratic Republic of Congo [1997–2018] – Years of Artistic Sterility', *Revista Claves* 9.14: 32–42.
- Ndaliko, C. (2012) *Beyond Charitable Imperialism: Intersections of Third Cinema, Music, and Social Change in (Post-) Conflict Democratic Republic of the Congo*, doctoral dissertation, Harvard University.
- Ndaliko, C. R. (2014) 'Yole!Africa: Negotiating Art and War in the East of Congo', *Critical Interventions* 8.2: pp. 201–220. DOI: 10.1080/19301944.2014.939438.
- Ndaywel è Nziem, I. (1998) *Histoire Generale du Congo – De l'héritage Ancien à La République Démocratique*, Brussels: Duculot.
- Nelson, D. R., Adger, W. N. and Brown, K. (2007) 'Adaptation to Environmental Change: Contributions of a Resilience Framework', *Annual Review of Environment and Resources* 32: 395–419.
- Newbury, D.S. (2009) *The Land beyond the Mists: Essays on Identity and Authority in Precolonial Congo and Rwanda*, Ohio: Ohio University Press.
- Northrup, D. (1988) *Beyond the Bend in the River: African Labor in Eastern Zaire, 1865–1940. Monographs*, Athens, Ohio: Ohio University Center for International Studies.

- Olsson, L., Jerneck, A., Thoren, H., Persson, J. and O'Byrne, D. (2015) 'Why Resilience is Unappealing to Social Science: Theoretical and Empirical Investigations of the Scientific Use of Resilience', *Science Advances* 1.4: 1–11.
- Olsson, P., Folke, C. and Hahn, T. (2004) 'Social-Ecological Transformation for Ecosystem Management: The Development of Adaptive Co-Management of a Wetland Landscape in Southern Sweden', *Ecology and Society* 9.2. [Online] www.ecologyandsociety.org/vol9/iss4/art2/. (10 November 2020)
- Osbahr, H. (2007) 'Building Resilience: Adaptation Mechanisms and Mainstreaming for the Poor', *Human Development Report Occasional Paper*.
- Osterhoudt, S. (2018) 'Remembered Resilience: Oral History Narratives and Community Resilience in Agroforestry Systems', *Renewable Agriculture and Food Systems* 33: 252–255.
- Ouattara, A. (1985) 'L'Influence des Américains Noirs sur les Ivoiriens dans la Région d'Abidjan', in B. K. Kasa (ed) *Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie* (July–August–September), Abidjan: Université nationale de Côte d'Ivoire: 72–74.
- Pelling, M. (2011) *Adaptation to Climate Change: From Resilience to Transformation*, New York: Routledge.
- Pira, K. F. (2006) *Les Organismes d'Intervention Auprès des Enfants de la Rue à Abidjan (Côte d'Ivoire): Représentations Sociales et Stratégies d'Intervention*, Mémoire présentée comme exigence partielle de la maîtrise en intervention sociale, University of Quebec at Montreal, <https://archipel.uqam.ca/3051/1/M9442.pdf>
- Porter, D. (2010) *Fashioning a Discourse of Elegance and Politics: The Historical Roots of the Sapeur Movement, 1884–1980*, Thesis DT3.5 2010 P678, New York: Cornell University.
- Richmond, O. (2012) 'A Pedagogy of Peacebuilding: Infrapolitics, Resistance and Liberation', *International Political Sociology* 6.2: 115–131.
- Richmond, O.P. (2009) 'The Romanticisation of the Local: Welfare, Culture and Peacebuilding', *The International Spectator* 44.1: 149–169.
- Ruf, F. (2014) 'Cocoa Combined with Palm Wine in Côte d'Ivoire: An Unexpected Resilience', *Bois & Forêts Des Tropiques* 321.3: 33–44.
- Rockefeller Foundation (2009) 'Building Climate Change Resilience', *Rockefeller Foundation White Paper*.
- Ryan, C. (2015) 'Everyday Resilience as Resistance: Palestinian Women Practicing Sumud', *International Political Sociology* 9.4: 299–315.
- Santos, B. de S. (2014) *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*, New York: Routledge.
- Sarason, S. B. (1993) *The Case for Change: Rethinking the Preparation of Educators*, San Francisco: Jossey-Bass.
- Scheffer, M. (2009) *Critical Transitions in Nature and Society*. Princeton, New Jersey, USA: Princeton University Press.
- Schumann, A. (2012) 'A Generation of Orphans: The Socio-Economic Crisis in Côte d'Ivoire as Seen Through Popular Music', *Africa*, 82.4: 535–555.

- (2009) 'Popular Music and Political Change in Cote d'Ivoire: The Divergent Dynamics of Zouglou and Reggae', *Journal of African Media Studies* 1.1: 117–133.
- Scott, J.C. (1985) *Weapons of the Weak: Everyday forms of resistance*, London: Yale University Press.
- Shapiro, E.R. (2013) 'Nurturing Family Resilience in Response to Chronic Illness: An Integrative Approach to Health and Growth Promotion' in D.S. Becvar (ed.), *Handbook of Family Resilience*, New York, NY: Springer: 385–408.
- Soyinka, W. (1967) *Idanre & Other Poems*, first edition, Michigan: Methuen.
- Stearns, J., Vlassenroot, K., Hoffmann, K. and Carayannis, T. (2017) 'Congo's Inescapable State: The Trouble with the Local', *Foreign Affairs*, www.foreignaffairs.com/articles/democratic-republic-congo/2017-03-16/congos-inescapable-state. (5 December 2020)
- Théodore, G. B. Z. (2012) 'Libertés Académiques, Syndicalisme et Politique en Côte d'Ivoire', *JHEA/RESA* 9.1&2: 133–146.
- Titeca, K. and De Herdt, T. (2011) 'Real Governance beyond the "Failed State": Negotiating Education in the Democratic Republic of the Congo', *African Affairs* 110.439: 213–231.
- Trapido, J. (2010) 'Love and Money in Kinois Popular Music', *Journal of African Cultural Studies* 22.2: 121–144.
- Trefon, T. and Kabuyaya, N. (eds) (2018) *Goma: Stories of Strength and Sorrow from Eastern Congo*, London: Zed Books.
- Ungar, M. (2010) 'Families as Navigators and Negotiators: Facilitating Culturally and Contextually Specific Expressions of Resilience', *Family Process* 49: 421–435.
- UNICEF and OECD (2014) 'Resilience Systems Analysis Eastern Democratic Republic of Congo', Goma: UNICEF/OECD.
- Van Reybrouck, D. (2010) *Congo: The Epic History of a People*, New York: Harper Collins.
- Vansina, J. (1990) *Paths in the Rainforests Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*. Madison, Wisconsin: University of Wisconsin Press.
- Verhaegen, B. (1969) *Rebellions Au Congo. Tome I et Tome II*, Brussels: Les Etudes du Centre de Recherche d'Informations Socio-Politiques.
- Verweijen, J. (2013) 'Military Business and the Business of the Military in the Kivus', *Review of African Political Economy* 40.135: 67–82.
- Vlassenroot, K. and Raeymaekers, T. (2004) *Conflit et Transformation Sociale à l'est de La RDC*, Gent: Academia Press.
- Walker, B., Holling, C., Carpenter, S. and Kinzig, A. (2004) 'Resilience, Adaptability and Transformability in Social-Ecological Systems', *Ecology and Society* 9.2: 5 [Online]. www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art5.
- White, B. W. (2008) *Rumba Rules. The Politics of Dance Music in Mobutu's Zaire*, Durham: Duke University Press.
- White, B. W. and Yoka, L.M. (2010) *Musique Populaire et Société à Kinshasa: Une Ethnographie de l'écoute (Mémoires Lieux de Savoir)*, Paris: L'Harmattan.

Wilkinson, I., Kleinman, A. (2016) *A Passion for Society: How We Think About Human Suffering*, Oakland: University of California Press.

Zemp H. (1964) 'Musiciens Autochtones et Griots Malinké Chez les Dan de Côte d'Ivoire', *Cahiers d'Études Africaines* 4.15: 370–382.

À propos des Auteurs

Dieunedort Wandji est actuellement chargé de recherche sur le projet multisite **Islands of Innovation in Protracted Crises: Building Equitable Resilience from Below**, qui couvre la Côte d'Ivoire et la République Démocratique du Congo. Il est titulaire d'un doctorat en politique et développement international de l'Université de Portsmouth. Il se spécialise sur les idiomes vernaculaires de la sécurité et de la résilience au sein des communautés frontalières en Afrique.

Jeremy Allouche est Professeur à IDS, membre du STEPS Centre, et co-directeur du **Humanitarian Learning Centre**. Il dirige le projet **Islands of Innovation in Protracted Crisis** financé par le Global Challenge Research Fund (GCRF), et le projet **New Community-Informed Approaches to Humanitarian Protection and Restraint** financé par AHRC/DFID

Gauthier Marchais est Chercheur à IDS et également associé au projet GCRF. Il est titulaire d'un doctorat en études du développement de la London School of Economics and Political Science. Ses recherches portent principalement sur la façon dont les sociétés se transforment en temps de guerre, avec une perspective multidisciplinaire.

Reconnaissance

Les auteurs aimeraient remercier le Global Challenge Research Fund (GCRF) d'avoir rendu cette recherche possible (Projet Islands of Innovation in Long Crises: A New Approach to Building Equitable Resilience from below - ES / T003367 / 1). Nous remercions également le Professeur Ian Scoones (co-directeur du STEPS Centre), Dr. Kando Soumahoro Amédée (LAASSE), ainsi que Dr Albert Norström (Stockholm Resilience Centre) pour leurs précieux commentaires.

Résilience vernaculaire: Une approche analytique des pratiques sociales et des répertoires culturels de résilience à long terme en Côte d'Ivoire et en République Démocratique du Congo

STEPS Working Paper 116

Ce document de travail vise à situer notre projet de recherche dans les débats sur la résilience. Le projet adopte une approche socio-historique et culturelle pour comprendre comment les communautés développent et partagent des pratiques de résilience dans des contextes de crises. La mise en relief de la résilience vernaculaire, telle qu'ancrée dans les pratiques sociales et les répertoires culturels, comble un vide laissé par les approches conventionnelles de la résilience. Il s'agit notamment de comprendre comment les formes de résilience sont historiquement et localement construites au sein des sociétés. Notre approche découle de deux observations : premièrement, les approches conventionnelles de la résilience dans les études de développement, de l'humanitaire et de la consolidation de la paix portent les limites de leurs propres hypothèses épistémiques – notamment le fait qu'elles ont des conceptions génériques de ce qui constitue la résilience. Deuxièmement, ces approches sont souvent ahistoriques et négligent les dimensions temporelles et intergénérationnelles des répertoires de résilience.

